

Société
Française
d'**H**istoire
Urbaine

Histoire Urbaine

N° 40

Août 2014

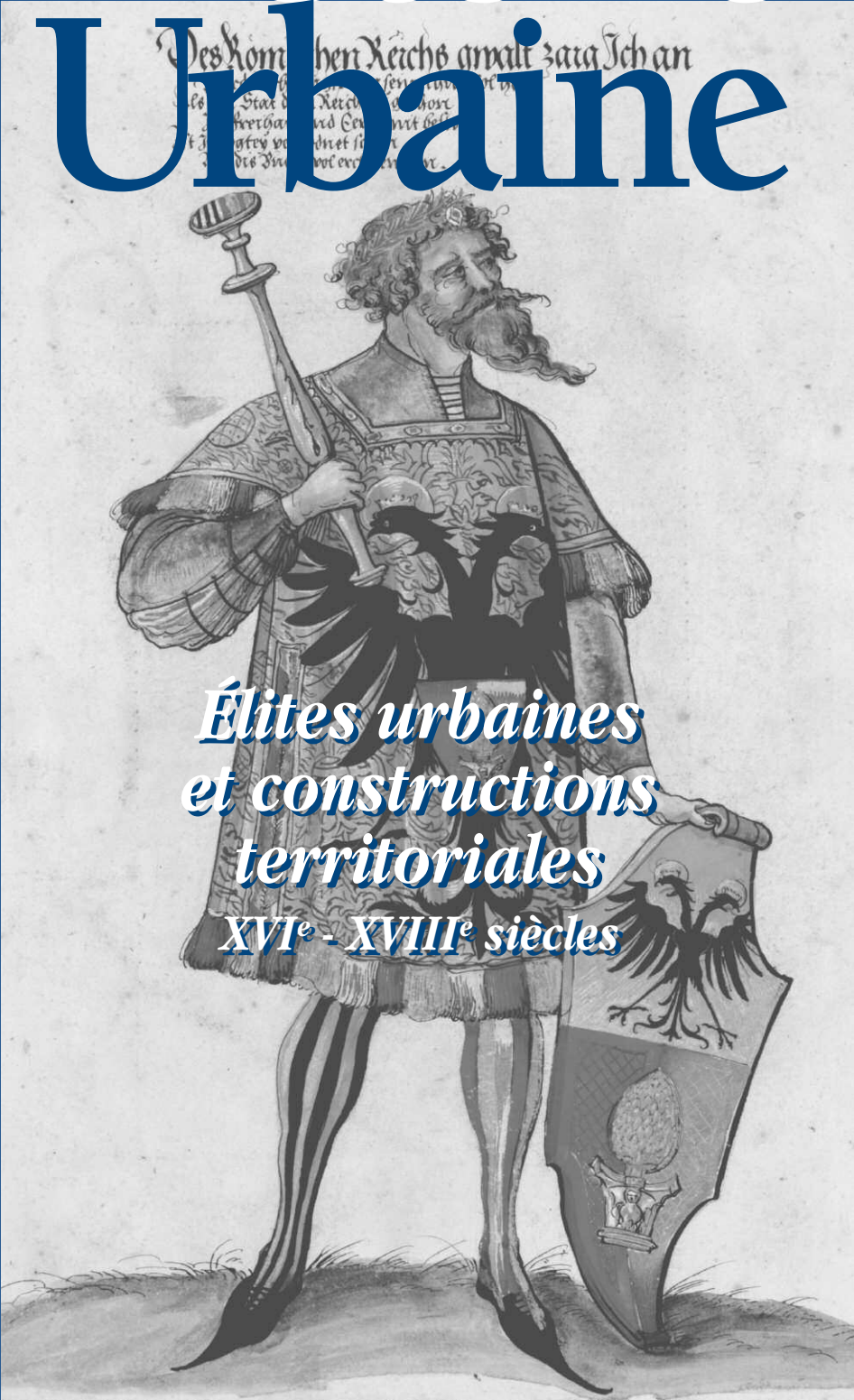
N° 40

Août 2014

Histoire Urbaine

*Élites urbaines
et constructions
territoriales
XVI^e - XVIII^e siècles*

Société
Française
d'Histoire
Urbaine



Société Française d'Histoire Urbaine

La SFHU est soutenue par l'Université Paris-Est



SITE DE LA SFHU :

<http://sfhu.hypotheses.org>

ADRESSE POSTALE :

Frédéric Moret (SFHU)

Université Paris-Est Marne la Vallée

UFR S H S - Cité Descartes

77454 Marne la Vallée Cedex 2 France

courriel : sfhu@u-pem.fr

Comité d'honneur

Maurice Agulhon - Pierre Aycoberry - Maurice Aymard - Jean-Pierre Bardet - Jean-Louis Biget
Jean-Pierre Chaline - Bernard Chevalier - Adeline Daumard † - Pierre Deyon † - Roland Étienne
Maurice Garden - Pierre Gros - Pierre Guillaume - Jacques Le Goff - Claude Lepelley - Yves Lequin
Jean-Claude Perrot - Daniel Roche - Marcel Roncayolo - Jacques Rossiaud

Bureau

Denis Menjot (Président)

Laurence Buchholzer-Rémy, Natacha Coquery, Laurent Coudroy de Lille (Vice-présidents),

Thibault Tellier (Trésorier), Vincent Lemire (Trésorier-adjoint)

Mélanie Traversier (Secrétaire générale), Jean-Pierre Guilhembet (Secrétaire général adjoint)

Florence Bourillon, Youri Carbonnier, Elisabeth Crouzet-Pavan, Catherine Denys,

Stéphane Frioux, Philippe Guignet, Laurence Jean-Marie, Gilles-Antoine Langlois, Frédéric Moret,

Dominique Poulot, Jean-Luc Pinol, Charlotte Vorms

Histoire Urbaine

Directeur de la publication :

Denis Menjot

Comité de lecture international :

Outre les membres du bureau et du secrétariat de rédaction

Jean-Yves Andrieux, Pierre Bonin, Bruno Bonomo (Sapienza Università di Roma), Patrick Boucheron,
Hilario Casado Alonso (Universidad de Valladolid), Olivier Chatelan, Peter Clark (University of Helsinki),
René Favier, Mathieu Flonneau, Annie Fourcaut, Dominique Hervier, Xavier Lafon, Christine Lamarre,
François Loyer, Hélène Ménard, Isabelle Parmentier (FUNDP Université de Namur), Judith Rainhorn,
Olivier Ratouis, Susan Rau (Universität Erfurt), Colette Vallat, Élodie Vigouroux

Secrétariat de rédaction :

Florence Bourillon, coordinatrice

Boris Bove, Laurence Buchholzer-Rémy, Youri Carbonnier, Jean-Pierre Guilhembet,

Gilles-Antoine Langlois, Mélanie Traversier

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HISTOIRE URBAINE

Histoire Urbaine

HISTORIQUE – OBJECTIFS

Parue pour la première fois en 2000, à l'initiative de la Société Française d'Histoire Urbaine, la revue *Histoire Urbaine* a pour vocation de rassembler tous ceux qui abordent le fait urbain dans son historicité.

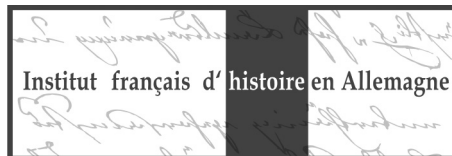
Elle se définit donc moins par un ancrage disciplinaire que par des pratiques scientifiques communes et s'est imposée comme lieu de discussions et d'échanges interdisciplinaire entre spécialistes de la ville, historiens, géographes, historiens de l'art, urbanistes etc.

Ouverte aux enseignants, chercheurs et étudiants ainsi qu'aux praticiens du fait urbain, la revue souhaite avoir un rôle auprès des acteurs de la ville contemporaine.

Les numéros parus sur « La ville et l'expertise », « Ville et environnement », « Fondations et refondations urbaines », « Villes nouvelles et grands ensembles », « Financer l'habitat », « Quartiers artistiques », « Religion civique XV^e-XVI^e siècle », etc. concernent toutes les périodes historiques et sont largement ouverts aux études internationales.

Histoire Urbaine

N° 40
Août 2014



Société
Française
d'**H**istoire
Urbaine

ADRESSE POSTALE

Université Paris-Est Marne-la-Vallée
UFR SHS - Cité Descartes
77454 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2

Ont collaboré à ce numéro :

Antoine Coutelle

Université de Poitiers, CRIHAM

Arsenio Dacosta Martínez

Université nationale d'éducation à distance, Zamora

Vincent Demont

Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense, CHISCO

Jose Ramón Díaz de Durana Ortiz de Urbina

Université du Pays basque, UPV/EHU

Indravati Félicité

Université Paris-Sorbonne, Centre Roland Mousnier, UMR 8596

Eric Hassler

IHMC UMR 8066

CNRS-ENS – Université Paris-1

Jochen Hoock

Université Paris 7, ICT

Nicolas Lyon-Caen

CNRS-Normandie Université, CRHQ, UMR 6583

Mathieu Marraud

CNRS-EHESS, CRH, UMR 8558

Vincent Meyzie

Université de Paris-Ouest Nanterre la Défense, CHISCO

Holger Trauzettel

Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg

*Tous droits de reproduction (même partielle),
de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays,
conformément à la législation française en vigueur.*

ISBN 978-2-914350-40-2

EAN 9782914350402

ISSN 1628-0482

SOMMAIRE

DOSSIER

ÉLITES URBAINES ET CONSTRUCTIONS TERRITORIALES XVI^e-XVIII^e SIÈCLES

préparé par

Vincent Demont, Vincent Meyzie

- Vincent Demont, Vincent Meyzie**, *Élites urbaines et constructions territoriales. Des appartenances plurielles?* 7
- Nicolas Lyon-Caen, Mathieu Marraud**, *Multiplicité et unité communautaire à Paris. Appartenances professionnelles et carrières civiles, XVII^e-XVIII^e siècles* 19
- Antoine Coutelle**, « *Les citoyens tant soit peu notables* ». *Appartenir à l'élite d'une capitale provinciale, Poitiers XVII^e siècle* 37
- Holger Trauzettel**, *Coopérer pour compenser. Dynasties municipales de Halle lors du passage de la ville au Brandebourg-Prusse, 1680-1740* 57
- Jochen Hoock**, *Du marchand-bourgeois à l'élite commerçante. Statut social et fonction économique dans le milieu marchand rouennais au début du XVIII^e siècle* 75
- Indravati Félicité**, *Passer de l'élite économique à l'élite politique grâce à l'action diplomatique. Le cas des Juifs « portugais » de Hambourg de la fin du XVII^e siècle au début du XVIII^e siècle* 93
- Éric Hassler**, *L'aristocratie, une nouvelle élite urbaine? Le cas de la maison comtale Harrach à Vienne, 1550-1750* 109

ÉTUDES

- José Ramón Díaz de Durana Ortiz de Urbina, Arsenio Dacosta Martínez**, *Culture politique et identité dans les villes cantabriques à la fin du Moyen Âge* 131

NOTE CRITIQUE

- Florence Bourillon, Annie Fourcaut** (sous la direction de), *Agrandir Paris 1860-1970*, Paris, Comité d'histoire de la ville de Paris/Publications de la Sorbonne, 2012 (Thibault Tellier) 157

LECTURES

- Patrick Gilli et Jean-Pierre Guilhembet (sous la direction de)**, *Le châtiement des villes dans les espaces méditerranéens (Antiquité, Moyen Âge, Époque moderne)*, «Studies in European Urban History», Turnhout, Brepols, 2012, 408 p., 26 (Sylvain Parent) 161
- J. C. Magalhães de Oliveira**, *Potestas populi. Participation populaire et action collective dans les villes de l'Afrique romaine tardive (vers 300-430 apr. J.-C.)*, Turnhout, Brepols, 2012, 378 p. (Cyril Courier) 163
- Bruno Sintic**, *Petites villes de Normandie. Pont-Audemer, Harfleur, Louviers, Neufchâtel, villes secondaires de la région de Rouen, 1450-1550*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2011, 477 p. (Pierre-Henri Guittonneau) 165
- Luca Gabbiani**, *Pékin à l'ombre du Mandat Céleste. Vie quotidienne et gouvernement urbain dans la capitale impériale chinoise sous la dynastie des Qing (1644-1911)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011 (Xavier Paulès). 167
- Quentin Deluermoz**, *Policiers dans la ville. La construction d'un ordre public à Paris (1854-1914)*, préf. de Dominique Kalifa, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 408 p. (Jean Lorcin). 169
- Nadia Dupont (avec la collaboration de Frédérique Grelot, Véronique Van Tilbeurgh, Janique Valy, René Favier, Anne-Marie Granet-Avisset, Jean-François Tangy et Erwan Quesseveur)**, *Quand les cours d'eau débordent. Les inondations dans le bassin de la Vilaine du XVIII^e siècle à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 267 p. (Stéphane Frioux) 170
- Pierre Pinon**, *Paris pour mémoire. Le livre noir des destructions haussmanniennes*, Paris, Parigramme, 2012, VIII + 575 p. (Youri Carbonnier) 172
- Anne Steiner**, *Le gout de l'émeute. Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la «belle époque»*, Montreuil, L'échappée, 2012, 206 p. (Thibault Tellier) 174
- Jean-Pierre Bady, Marie Cornu, Jérôme Fromageau, Jean-Michel Leniaud, Vincent Négri (sous la direction de)**, 1913. *Genèse d'une loi sur les monuments historiques*. Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, Travaux et Documents n° 34, Paris, La Documentation française, 2013, 602 p. (Marie-Paule Arnauld) 176
- Charlotte Vorms**, *Bâisseurs de banlieue à Madrid. Le quartier de la Prosperidad (1860-1936)*, préf. de Gérard Chastagnaret, Paris, Creaphis, 2012, 367 p. (Jean Lorcin) 178

Danielle Tartakowsky et Joël Biard, <i>La Grange-aux-Belles. Maison des Syndicats 1906-1989</i>, préf. de Georges Séguy, Paris, Creaphis, 2012, 279 p. (Jean Lorcin)	180
Olivier Chatelan, <i>L'Église et la ville. Le diocèse de Lyon à l'épreuve de l'urbanisation</i>, Paris, L'Harmattan, 2012, 271 p. (Thibault Tellier)	182
RÉSUMÉS	184

SITE DE LA SFHU

**Le nouveau site de la SFHU est maintenant :
<http://sfhu.hypotheses.org/>**

La revue *Histoire Urbaine* est sur le portail de CAIRN
<http://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine.htm>

Vous y trouverez gratuitement les numéros des premières années (2000-2010) et les sommaires des années 2011-2014.

Pour les articles parus en 2011-2014, l'achat en ligne est possible.

Les « Lectures » publiées dans la revue sont directement et gratuitement accessibles.

JOSÉ RAMÓN DÍAZ DE DURANA ORTIZ DE URBINA*
ARSENIO DACOSTA MARTÍNEZ**

Culture politique et identité dans les villes cantabriques à la fin du Moyen Âge¹

Ce travail se concentre sur l'étude de l'évolution politique des sociétés urbaines de la Corniche cantabrique à la fin du Moyen Âge, tout particulièrement depuis l'arrivée des Trastamare au pouvoir en 1369 jusqu'au début du XVI^e siècle². En exploitant les chartes de privilèges,

* Université du Pays basque (UPV/EHU).

** Université nationale d'éducation à distance, Zamora.

1. Ce travail fait partie des résultats du projet de recherche *De la Lucha de Bandos a la hidalguía universal: transformaciones sociales, políticas e ideológicas en el País Vasco (siglos XIV y XV)*, Ministerio de Ciencia e Innovación (HAR 2013-44093-P), du groupe de recherche du *Gobierno Vasco, Sociedad, poder y cultura* IT-600-13, de l'Unité associée au CSIC *Grupo de Estudios del Mundo rural medieval* et de la *Unidad de Formación e Investigación de la Universidad del País Vasco* 11/02.

2. Cette étude s'appuie sur les réflexions formulées dans les travaux antérieurs suivants. José Ramón Díaz de Durana, «Del conflicto al consenso en las villas cantábricas al final de la Edad Media», dans *Ciudades y ciudadanía en la Europa moderna*, Roberto López Vela, Marina Torres Arce y Susana Truchuelo (eds.), Santander, Universidad de Cantabria (en cours de publication); José Ramón Díaz de Durana, communications lors du 2nd International Meeting Lleida «Ideology and Society in the Cantabrian towns in the late Middle Ages», durant la session organisée par Fabrizio Titone : *The cases of Cantabria, England and Sicily in the later Middle Ages*, dans *Ideology and Society in the Middle Ages*, Lleida 26/29-6-2012. José Ramón Díaz de Durana et Jon Andoni Fernández de Larrea, «Acceso al poder y discurso político en las villas cantábricas al final de la Edad Media», *Culturas políticas urbanas en la Península Ibérica de Edad Media. Revista de Historia*, n° 14, 2013, p. 63-80. José Ramón Díaz de Durana et Arsenio Dacosta, «Identidades urbanas en las villas cantábricas al final de la Edad Media», communication présentée au Congrès organisé à Madrid entre le 27-28 septembre 2012, *En formato de identidad. Identidades políticas urbanas en la Edad Media*; José Ramón Díaz de Durana et Jon Andoni Fernández de Larrea, «Las villas cantábricas bajo el yugo de la nobleza. Consecuencias sobre los gobiernos urbanos durante la época Trastámara», dans J. M^a Monsalvo Antón (ed.), *Sociedades urbanas y culturas políticas en la Baja Edad Media castellana*, Salamanca, Ediciones de la Universidad de Salamanca, 2013, p. 49-70.

nous prétendons observer l'évolution de l'accès aux offices municipaux et les formes de gouvernement sur une longue période, période durant laquelle se produisirent des changements substantiels par rapport à la situation initiale. Avec l'avènement des Trastamare, un nombre important de villes dotées des privilèges d'Henri II furent incorporées aux seigneuries juridictionnelles qui se créèrent. De la même façon, entre 1370 et 1476, une bonne partie des villes qui demeurèrent dans le domaine royal furent gouvernées par des lignages urbains qui se répartissaient les offices municipaux et contrôlaient le pouvoir politique tout comme la vie de la communauté. Dans le cadre des conflits politiques des différentes villes, nous nous intéresserons tout spécialement à la culture et aux discours politiques qui légitiment la présence des uns et des autres dans les gouvernements urbains mais aussi aux discours alternatifs qui remettent en question la culture politique dominante et qui finissent par triompher en donnant lieu, avec la participation décisive de la Couronne, à une tentative délibérée de résoudre les conflits et de construire un modèle d'identité politique dans les villes de ce territoire.

Pour atteindre cet objectif, nous utiliserons la documentation municipale publiée et inédite de différentes villes, la documentation judiciaire provenant de la Real *Chancillería* de Valladolid, la documentation seigneuriale ainsi que la littérature historique traitant de la question³. Nous

3. Pour ce qui est de la Cantabrie, les travaux qui suivent nous semblent indispensables : Juan Ignacio Ruiz de la Peña, *Las « polas » asturianas en la Edad Media. Estudio y diplomático*, Oviedo, Universidad de Oviedo, 1981 ; Juan Ignacio Ruiz de la Peña, « Le ville nuove del nord della Corona di Castiglia (secoli XII-XIV) », *Studi Storici*, n°1/52, 2011, p. 163-193 ; José Ángel García de Cortázar, « Las villas vizcainas como formas ordenadoras del poblamiento y la población », dans *Las formas del poblamiento del Señorío de Vizcaya*, Bilbao, Diputación de Vizcaya, 1978, p. 69-111 ; Beatriz Arízaga, *Urbanística Medieval: Guipúzcoa*, San Sebastián, Kriselu, 1990 ; Jesús Ángel Solórzano, *Santander en la Edad Media: Patrimonio, Parentesco y Poder*, Torrelavega, Universidad de Cantabria-Ayuntamiento de Torrelavega, 2002 ; Ernesto García Fernández, *Gobernar la ciudad en la Edad Media: Oligarquías y élites urbanas en el País Vasco*, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 2004 ; M^a Soledad Tena, *La sociedad urbana en la Guipúzcoa costera medieval: San Sebastián, Rentería, y Fuenterrabía (1200-1500)*, San Sebastián, Instituto Doctor Camino, 1997 ; Arsenio Dacosta, *Los linajes de Vizcaya en la Baja Edad Media: Poder, parentesco y conflicto*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2003, chap. 5 et 6 ; José Ángel Achón, « A voz de Concejo ». *Linaje y corporación urbana en la constitución de la Provincia de Guipúzcoa: Los Bñez de Mondragón, siglos XIII-XVI*, San Sebastián, Diputación Foral de Gipuzkoa, 1995 ; José Ramón Díaz de Durana, *Álava en la Baja Edad Media: Crisis, Recuperación y Transformaciones socio-económicas (c. 1250-1525)*, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 1986. Jesús Ángel Solórzano et Beatriz Arízaga (coords), *El fenómeno urbano medieval entre el Cantábrico y el Duero: revisión historiográfica y propuestas de estudio*, Santander, Asociación de Jóvenes Historiadores de Cantabria, 2002 ; Pascual Martínez Sopena et Mercedes Urteaga (eds.), *Las villas nuevas medievales del Suroeste europeo. De la fundación medieval al siglo XXI. Análisis y lectura contemporánea. Actas de las Jornadas Interregionales de Hondarribia (16-18 de noviembre de 2006)*, Boletín Arkeolan, n° 14, Centro de Estudios e Investigaciones Histórico-Arqueológicas-Historia eta Arkeologiako Azterketa eta Ikerketa Zentroa, 2006.

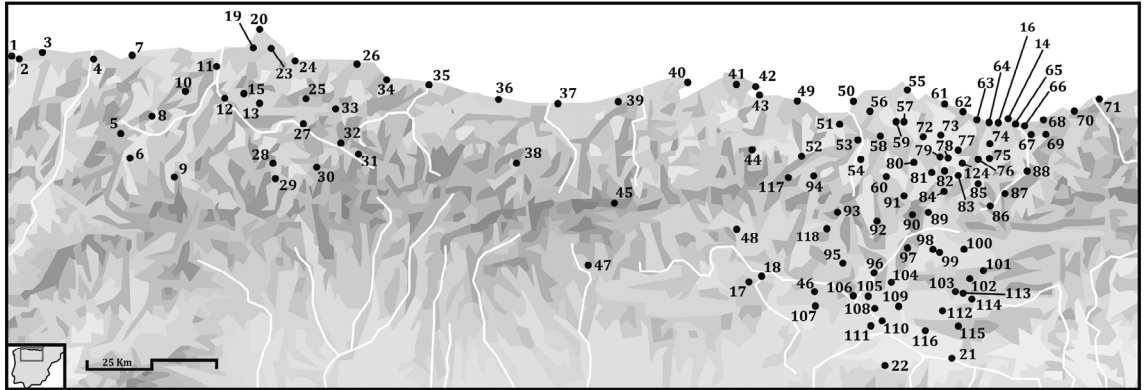
organiserons le travail en quatre parties. Dans la première, nous aborderons les premiers temps des villes cantabriques à partir de la formation de leurs signes d'identité. Ensuite nous aborderons les conflits politiques qui opposent les seigneurs aux habitants, les lignages urbains entre eux et ces derniers au *común* (exclus du gouvernement de la ville) politiquement organisés en « corporations » d'artisans ou en confrérie de pêcheurs et de navigateurs. Puis, nous essaierons de présenter les principaux arguments du discours politique des protagonistes des conflits en exposant aussi bien ceux qui justifiaient le *statu quo* que ceux qui proposaient des solutions alternatives – artisans, pêcheurs, navigateurs – ou ceux que formulèrent les marchands de Bilbao qui, finalement, triomphèrent à partir de 1476. La dernière partie sera consacrée à présenter la tentative éclatante de la Couronne et des élites urbaines pour surmonter les conflits politiques qui jusqu'alors les opposaient afin de construire un modèle d'identité politique dans les villes cantabriques.

Esquisse des signes d'identité des villes cantabriques

L'urbanisation du territoire comprise entre les Asturies et Guipúzcoa fut conduite dès le milieu du XII^e siècle par les rois de Castille et Léon et de Navarre qui encourageaient, de manière intéressée, l'établissement de centres urbains ou semi-urbains dans les couloirs naturels qui menaient à la mer depuis le plateau de Castille [Carte n° 1]. Jusqu'à la fin du XIV^e siècle, cette « terre sans villes » se peupla peu à peu de petits bourgs qui représentaient, à la fin du Moyen Âge, un réseau dense – 118 localités dont la plupart était de petite étendue et faiblement peuplés. Par là circulaient les marchandises qui embarquaient dans les ports cantabriques. Le processus fut long, tardif par rapport aux territoires centraux de Léon et de Castille, et engendra d'importantes transformations sociales, économiques et politiques⁴.

Il est probable que sur certains aspects, la société cantabrique, à l'époque où le processus d'urbanisation se développa, pouvait être mieux comprise par un Irlandais ou Écossais que par l'un des marchands de Burgos qui envoyaient leurs chargements de laine vers la côte et qui, chemin-faisant, étaient attaqués par les petites troupes seigneuriales que

4. Juan Ignacio Ruiz de la Peña a abordé à maintes reprises ce problème, en dernier lieu dans « El nacimiento de las villas costeras cantabro-atlánticas y su instrumentación jurídica », dans Margarita Serna et Juan Baró (coords.), *El fuero de Laredo en el octavo centenario de su concesión*, Laredo, Universidad de Cantabria, 2001, p. 151-167.



- | | | | |
|---|--|--------------------------------|---------------------------------------|
| 1. Burgo de Ribadeso (1182) | 31. Puebla de Sobrescobio (1344) | 61. Lequeitio (1325) | 91. Ochandiano (1254-1289) |
| 2. Puebla de Castropol (1299) | 32. Puebla de Laviana (finales s.XIII) | 62. Ondarroa (1327) | 92. Monreal Zuya (1338) |
| 3. Puebla de Rovredo (1282) | 33. Puebla de Nava (1270) | 63. Motrico (1209) | 93. Orduña (1229) |
| 4. Puebla de Navia (1270)* | 34. Puebla de Colunga (1270)* | 64. Deva (1343) | 94. Arceniega (1272) |
| 5. Puebla de Allandés (1262-1268) | 35. Puebla de Ribadesella (1270)* | 65. Zumaya (1347) | 95. Salinas de Añana (a. 1140) |
| 6. Puebla de Cangas (1255) | 36. Puebla de Llanes (1225)* | 66. Guetaria (1209) | 96. La Puebla de Arganzón (1191 ca.) |
| 7. Puebla de Valdés/Luarca (1270) | 37. San Vicente de la Barquera (1210) | 67. Usurbil (1371) | 97. Vitoria (1181) |
| 8. Puebla de Tineo (1222)* | 38. Potes** | 68. San Sebastián (1180 ca.) | 98. Elburgo (1337) |
| 9. Puebla de Somiedo (1269)* | 39. Santillana del Mar (1209) | 69. Hernani (1380) | 99. Alegria (1337) |
| 10. Puebla de Salas (1270)* | 40. Santander (1187) | 70. Renteria (1320) | 100. Salvatierra (1256) |
| 11. Puebla de Pravia (1230)* | 41. Escalante (1308) | 71. Fuenterrabia (1203) | 101. Contrasta (1256) |
| 12. Puebla de Grado (1256)* | 42. Santoña (1047) | 72. Guerricaiz (1366) | 102. San Vicente de Arana (1312-1319) |
| 13. Oviedo (1100) | 43. Laredo (1200) | 73. Marquina (1355) | 103. Corres (1256) |
| 14. Orio (1379) | 44. Lanestosa (1287) | 74. Cestona (1383) | 104. Treviño (1181 ca.) |
| 15. Puebla de Regueras (1421) | 45. Reinosa (1465)** | 75. Azpeitia (1310) | 105. Berantevilla (1312) |
| 16. Zarauz (1237) | 46. Santa Gadea (1214-1216) | 76. Azcoitia (1324) | 106. Miranda de Ebro (¿1177?) |
| 17. Oña (1203) | 47. Aguilar de Campoo (1255) | 77. Elgoibar (1346) | 107. Pancorbo (1147) |
| 18. Frías (1202) | 48. Medina del Pomar (1181) | 78. Eibar (1346) | 108. Salinillas de Buradón (1264 ca.) |
| 19. Avilés (1155) | 49. Castro Urdiales (1163) | 79. Ermua (1290 ca.) | 109. Peñacerrada (1256) |
| 20. Gozón (finales s.XIII) | 50. Plencia (1299) | 80. Durango (1290 ca.) | 110. Labastida (1242) |
| 21. Logroño (1095) | 51. Portugalete (1323) | 81. Elorrio (1356) | 111. Haro (1187) |
| 22. Sto. Domingo de la Calzada (1187) | 52. Valmaseda (1199) | 82. Elgueta (1335) | 112. Bernedo (1182) |
| 23. Carreño (finales s.XIII) | 53. Bilbao (1300) | 83. Vergara (1268) | 113. Antoñana (1182) |
| 24. Puebla de Gijón (1270)* | 54. Miravalles (1375) | 84. Mondragón (1260) | 114. Santa Cruz de Campezo (1256) |
| 25. Puebla de Siero (1270) | 55. Bermeo (1236) | 85. Villarreal (1363) | 115. Labraza (1196) |
| 26. Puebla de Maliayo/Villaviciosa (1270) | 56. Mungüía (1376) | 86. Segura (1256) | 116. Laguardia (1164) |
| 27. Puebla de Langreo (1238) | 57. Guernica (1366) | 87. Villafranca (1256) | 117. Villasana de Mena** |
| 28. Puebla de Lena (1266) | 58. Larrabezua (1376) | 88. Tolosa (1256) | 118. Villalba de Losa** |
| 29. Puebla de Campomanes (1247) | 59. Rigoitia (1376) | 89. Salinas de Léniz (1331) | |
| 30. Puebla de Aller (finales s.XIII) | 60. Villaró (1338) | 90. Villarreal de Álava (1333) | |

*premier mention
**douteuse

Pour l'élaboration de la carte, nous avons utilisé des données publiées dans RUIZ DE LA PEÑA, Juan Ignacio, Las «polas» asturianas en la Edad Media. Estudio y diplomatario, Oviedo, 1981; SOLÓRZANO TELLECHA, Jesús Ángel et ARIZAGA BOLUMBURU, Beatriz, (coords), El fenómeno urbano medieval entre el Cantábrico y el Duero: revisión historiográfica y propuestas de estudio, 2002; SOPENA, Pascual y URTEAGA, Mertxe (eds.): Las villas nuevas medievales del Suroeste europeo. De la fundación medieval al siglo XXI. Análisis y lectura contemporánea. Actas de las Jornadas Interregionales de Hondarribia (16-18 novembre 2006). Boletín Arkeolan n°14, 2006. Elaboration propre. Nous remercions à Ismael García pour sa collaboration.

Carte 1 : Les villes de la Corniche cantabrique à la fin du Moyen Âge

commandaient les chefs des lignages ruraux. Ces derniers n'étaient point des seigneurs territoriaux, mais ils se conduisaient comme tels ; ils contrôlaient du haut de leur petite forteresse les moulins et les petites fonderies de fer, les *seles*⁵, les cours d'eau et les bois. La plupart du temps, ils n'en étaient pas directement les propriétaires, mais ils en tiraient des droits qu'ils s'étaient eux-mêmes chargés d'imposer par la force. Ces impositions, dans certaines occasions, avaient également provoqué la naissance des villes : les paysans, fatigués des exactions et des abus, sollicitèrent auprès des monarques la création de villes comme lieux de refuge. De même, certains grands seigneurs promurent sur les territoires et sous leur juridiction la création de nouvelles localités, surtout le seigneur de Biscaye⁶ et l'archevêque d'Oviedo⁷. Il y eut d'autres initiatives seigneuriales singulières qui obtinrent un certain succès⁸.

Du point de vue théorique, l'anthropologie a déjà souligné que les « *institutions confer identity* »⁹. L'éclosion des villes dans l'espace cantabrique – Logroño, Estella, Benavente et Sahagún – s'opère avec la réception des différents *fors*, c'est-à-dire au fur et à mesure de l'instauration d'un système de droits et de privilèges pour ceux qui s'installaient progressivement dans ces petits bourgs¹⁰. Parallèlement, différentes sensibi-

5. Les *seles* sont des exploitations qui se consacrent à l'élevage qui est d'une grande importance pour l'économie des vallées atlantiques de Guipuzcoa et de Biscaye, voir José Ramón Díaz de Durana, « Para una historia del monte y del bosque en la Guipúzcoa bajomedieval: los seles. Titularidad, formas de cesión y de explotación », *Anuario de Estudios Medievales*, n° 31/1, 2001, p. 49-73.

6. José Ángel García de Cortázar, « Las villas vizcainas como formas ordenadoras del poblamiento... », *op. cit.*, p. 69-111. José Ángel García de Cortázar, « La creación de los perfiles físicos e institucionales del Señorío de Vizcaya » dans Denis Menjot (sous la direction de), *Les Espagnes médiévales. Aspects économiques et sociaux, Mélanges offerts à Jean Gautier Dalché*, Nice, 1984, p. 9.

7. Juan Ignacio Ruiz de la Peña, *Las « Polas » asturianas en la Edad Media...*, *op. cit.*, p. 65-69.

8. Jesús Ángel Solórzano, « El fenómeno urbano medieval en Cantabria », dans Jesús Ángel Solórzano et Beatriz Arízaga (coords), *El fenómeno urbano medieval...*, *op. cit.*, p. 263.

9. Mary Douglas, *How Institutions Think*, New York, Syracuse University Press, 1986, p. 55.

10. La définition de l'identité urbaine a bénéficié d'intéressants apports au cours des dernières années. Il en va de même pour l'identité des villes cantabriques. Par ordre chronologique, il faut citer le travail de M^a Isabel del Val Valdivieso, « La identidad urbana al final de la Edad Media », *Anales de Historia Medieval de la Europa Atlántica*, n° 1, 2006, p. 5-28. Plusieurs monographies ont été récemment publiées. La première dans *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Medieval*, n° 16, 2009-2010 et la seconde dans *Hispania. Revista española de historia*, n° 238, 2011. José Antonio Jara Fuente, Georges Martin et M^a Isabel Alfonso Antón ont publié *Construir la identidad en la Edad Media: poder y memoria en la Castilla de los siglos VII a XV*, Cuenca, 2010. Enfin, le livre édité par Flocel Sabaté, *Identitats*, Lleida, Pagès, 2012. Deux congrès ont également été réunis autour de ces thèmes : le premier a eu lieu à Lleida en novembre 2010 – *The forming of Identity in the Middle Age* –, coordonné par Flocel Sabaté et en cours de publication par Brepols, et le second s'est tenu à Madrid en septembre 2012 – *En formato de identidad. Identidades políticas urbanas en la Edad Media* –, coordonné par Yolanda Guerrero et José Antonio Jara. Yolanda Guerrero vient de publier « La fiscalidad como espacio privilegiado en la construcción político-identitaria urbana: Burgos en la Baja Edad Media », *Studia Historica. Historia Medieval*, n° 30, 2012, p. 43-66.

lités et identités politiques naquirent, indissolubles du fait institutionnel et, surtout, de leur évolution. Identités qui avaient avant tout, une dimension sociale. Les *fors* égalisent les statuts sociaux des habitants, garantissent la liberté individuelle, suppriment les mauvaises coutumes, individualisent la sanction, excluent la responsabilité pénale collective, exemptent des obligations militaires, étendent les privilèges commerciaux, progressent dans l'autonomie municipale en autorisant la désignation des autorités de la ville parmi les habitants, etc. L'extension de ces privilèges à l'ensemble des citoyens de la ville et, avec le temps, à ceux du territoire municipal, les différencient des habitants d'autres territoires seigneuriaux où le droit commun ne s'était pas étendu aussi rapidement¹¹. D'une certaine façon, l'extension de ces privilèges créa, à l'échelle territoriale, une fracture politique et juridique entre les villes et les territoires qui n'étaient pas soumis aux *fors*, ensembles où se consolida un droit de nature coutumière tout comme un modèle d'organisation administrative structuré par la paroisse.

Les ordonnances municipales complètent cette identification des villes cantabriques au travers d'un régime juridique spécifique qui les différencie de celui des autres villes et de celui de leur territoire : contrôle de la pêche, de l'approvisionnement et de l'utilisation des communaux, achat et vente de marchandises, distribution de terres, condition d'accès à la citoyenneté et au gouvernement des villes, impositions fiscales, etc. C'est un fait que le contenu réglementaire des ordonnances se soumet aux lois générales émanant de la Couronne mais, sur cette base commune, les ordonnances municipales, la plus haute expression de la législation des villes et de la volonté des élites locales de disposer du gouvernement des villes, constituent un élément essentiel de l'autonomie municipale¹².

L'identification des habitants des villes avec un régime juridique propre qui enregistre leurs privilèges est associée, en premier lieu, à la création d'une mémoire de la ville qui se manifeste par l'élaboration de chroniques qui essaient non seulement d'expliquer l'origine des privilèges que les oligarchies urbaines avaient reçus dans le passé, mais aussi de justifier leur relation privilégiée avec la Couronne et leur position prépondérante au sein des institutions municipales créées à partir des privilèges reçus. Il

11. Voir les actes de la commission scientifique, *El fuero de Logroño y su época Logroño*, Javier García Turza et Isabel Martínez Navas (cords.), Logroño, Ayuntamiento de Logroño, 1996. *El Fuero de Santander y su época*, Santander, Gobierno de Cantabria, 1997. Juan Ignacio Ruiz de la Peña, *Las « polas » asturianas en la Edad Media...*, *op. cit.*, p. 70-87.

12. Lourdes Soria, *Derecho municipal guipuzcoano. Categorías normativas y comportamientos sociales*, Oñati, Instituto Vasco de Administración Pública, 1992, p. 30.

est certain que, dans les villes de la Corniche, sauf erreur, la seule œuvre de l'époque qui peut être qualifiée d'histoire urbaine est les dites *Anales Breves de Vizcaya*, attribuées à Sancho Sánchez de Bilbao la Vieja, tabelion, mais également membre d'une vieille famille de Bilbao. Centré sur le royaume de Jean II, le discours urbain dans cette œuvre est quelque peu diffus même s'il est focalisé profondément sur la ville de Bilbao et son arrière-pays¹³. Cependant, nous avons constaté que d'autres discours locaux sont également présents dans les archives locales de la Real Chancillería de Valladolid, dans les mémoriaux rédigés spécialement à la fin du XV^e siècle ; c'est le cas d'un bref mémorial écrit vers 1489 dans lequel l'auteur, probablement un *letrado*, dénonce l'oppression des deux lignages principaux du territoire sur Villaviciosa de Marquina et, aussi, une certaine connivence du conseil municipal avec ces derniers, au détriment des intérêts généraux de la ville¹⁴. Une recherche plus approfondie dans les fonds documentaires de l'espace cantabrique devra révéler dans le futur plus de textes de cette nature.

Tout aussi éloquents que les textes narratifs sont tous les éléments du monde des symboles, complexe et confus, en y incluant, les signes et manifestations rituels sur lesquels nous disposons de peu de renseignements mais qui ont dans la plupart des cas – et particulièrement dans le domaine des confréries – une signification politique clé. Dans ce cadre, les plus évidents sont les emblèmes municipaux qui, immanquablement, expriment une relation directe avec la Couronne ou avec le pouvoir juridictionnel qui la supplée. Bien qu'il s'agisse d'emblèmes particuliers, logiquement différenciés les uns des autres, il existe quelques éléments communs qui peuvent suggérer une certaine identité politique commune, comme l'usage récurrent de motifs marins – barques, baleines, poissons – dans l'héraldique municipale¹⁵.

L'identité urbaine tient, en troisième lieu, à la création d'un ensemble de procédés administratifs d'inventaire, compilation, copie et archivage de la documentation sous la responsabilité des autorités municipales avec le

13. . Sabino Aguirre (ed.), *Las dos primeras crónicas de Vizcaya*, Bilbao, Caja de Ahorros Vizcaína, 1987, p. 107-184.

14. Analysé dans Arsenio Dacosta, « Historiografía y bandos. Reflexiones acerca de la crítica y justificación de la violencia banderiza en su contexto », dans José Ramón Díaz de Durana (ed.), *La Lucha de Bandos en el País Vasco: de los Parientes Mayores a la Hidalguía Universal. Guipúzcoa, de los bandos a la Provincia (siglos XIV a XVI)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1998, p. 124 et s.

15. Le sujet est traité pour la Cantabrie par Jesús Ángel Solórzano Telechea, « “Las Nereidas del Norte” : puertos e identidad urbana en la fachada cantábrica entre los siglos XII-XV », *Anales de la Universidad de Alicante. Historia medieval*, n° 16, 2009-2010, p. 51.

concours indispensable des greffiers et des bacheliers qui travaillent de temps à autre au service du Conseil¹⁶. Les effets de ces pratiques sont exponentiels dans le domaine politique et sont la source principale de la genèse d'identités locales.

En définitive, en dépit d'une construction politique et institutionnelle fondée sur des bases juridiques différentes, il se produisit, au fil du temps, une certaine convergence entre les institutions municipales des villes cantabriques à tel point qu'à la fin du Moyen Âge, on peut parler d'une tentative délibérée de créer et de répandre dans les villes de la Corniche cantabrique un modèle de gouvernement urbain bien différent de celui des villes remises aux seigneurs.

Conflits politiques dans les villes cantabriques

Pour comprendre l'évolution politique des villes cantabriques, il convient de signaler les principaux événements qui la déterminent entre la concession des *fueros* municipaux aux différentes villes de la Corniche et l'accession au trône des Trastamare en 1369 : la tentative malheureuse d'Alfonso X d'unifier le droit municipal par le biais du *Fuero Real*, l'Ordonnance d'Alcalá de 1348, qui établissait l'ordre de préséance dans l'application des diverses ordonnances juridiques – ordonnances d'Alcalá, *fueros* municipaux, *Partidas* –, et l'implantation progressive du *regimiento* dans les Conseils, conclusion d'un processus qui culmine avec la prise du pouvoir par les oligarchies urbaines.

L'évolution ne fut cependant pas uniforme. Tout d'abord, parce que les différentes chartes de privilèges instituèrent des formules de gouvernement différentes, et aussi parce que l'échec ou le succès des réformes postérieures promurent d'autres systèmes : le *Fuero Real* s'appliqua seulement dans certaines villes¹⁷ et le *regimiento* retarda considérablement son

16. Mariano García Ruipérez et María del Carmen Fernández Hidalgo, *Los Archivos Municipales en España Durante el Antiguo Régimen: Regulación, conservación, organización y difusión*, Cuenca, Universidad de Castilla La Mancha, 1999, p. 19-34. Cela transparait, par exemple, dans l'étude détaillée de Miguel Calleja, «Un privilegio de Fernando III al concejo de la Puebla de Tineo», dans *Fernando III y su tiempo (1201-1252)*, Ávila, Fundación Sánchez Albornoz, 2003, p. 396-417. À Oviedo, on construit un coffre pour l'*escribano* (María Álvarez Fernández, *La ciudad de Oviedo y su Alfoz a través de las actas concejiles de 1498*, Oviedo, 2008, p. 97).

17. Il en fut ainsi, par exemple, dans les dernières fondations de villes en Alava : Villareal de Álava (1333), Alegría et Elburgo (1337) et Monreal de Zuya (1338) tout comme à Reinosa (1465).

implantation¹⁸. Malgré tout, l'arrivée des Trastamare confirma les caractéristiques signalées. Jusqu'à l'arrivée au trône d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon, des changements de grande envergure eurent lieu : en particulier, l'entrée des villes dans les seigneuries juridictionnelles et la répartition du pouvoir dans les gouvernements urbains entre les lignages des différentes villes¹⁹. Il faut également considérer que ces villes font preuve d'une certaine singularité par rapport à d'autres territoires du royaume castillan²⁰ : la prédominance du conseil dit ouvert auquel participent théoriquement tous les habitants de la ville ; l'instauration tardive du *regimiento* sauf dans les centres urbains les plus peuplés ; l'implantation progressive de modes de gouvernement de plus en plus fermés dirigés par le patriciat urbain local qui annulent la participation directe des habitants²¹ ; l'élection annuelle des officiers municipaux, sans immixtion du pouvoir royal ; la présence exceptionnelle des *corregidores* même si le pouvoir royal est représenté par le prévôt dans les villes de Guipúzcoa et de Biscaye et par les *merinos* et *adelantados* dans les villes asturiennes et cantabriques.

LES VILLES SOUS LE JOUG SEIGNEURIAL

L'entrée des villes cantabriques dans les seigneuries juridictionnelles à partir des années 1370 constitue un phénomène historique sans précédent qui déterminera l'histoire de ces centres urbains et des territoires pendant l'Ancien Régime. En réalité, l'offensive des seigneurs contre les villes avait commencé avant l'arrivée des Trastamare²² et elle continua au moment de

18. Jusqu'en 1429 à Salvatierra (Francisco Javier Goicolea, *La oligarquía de Salvatierra en el tránsito de la Edad Media a la Edad Moderna. Una contribución al estudio de las élites dirigentes del mundo rural alavés, 1400-1550*, Logroño, Universidad de la Rioja, 2007, p. 116) ; jusqu'en 1532 à Tolosa (Susana Truchuelo, *Tolosa en la Edad Moderna: organización y gobierno de una villa guipuzcoana (siglos XVI-XVII)*, Tolosa, Lizardi Kultur Elkartea, 2006, p. 39). Jesús Ángel Solórzano a montré comment dans les cas de Castro Urdiales et de San Vicente de la Barquera, cela a eu lieu dans la première moitié du XV^e siècle.

19. Sur l'évolution d'une ville proche et qui servait de référence pour les villes cantabriques comme Burgos, voir le travail de Yolanda Guerrero, « Poder patricio e identidad política en Burgos », *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Medieval*, n° 16, 2009-2010, p. 63-91.

20. José María Monsalvo, « Gobierno municipal, poderes urbanos y toma de decisiones en los concejos castellanos bajomedievales (consideraciones a partir de los concejos salmantinos y abulenses) », dans *Las sociedades urbanas en la España medieval, XXIX Semana de Estudios Medievales de Estella, 2002*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 2003, p. 409-489.

21. Jesús Ángel Solórzano, « Elites urbanas y construcción del poder concejil en las cuatro villas de la costa de la mar (siglos XIII-XV) », dans Beatriz Arizaga et Jesús Ángel Solórzano (sous la direction de), *Ciudades y villas portuarias del Atlántico en la Edad Media: Nájera. Encuentros Internacionales del Medievo*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2005, p. 206.

22. À Avilés (1318) le conseil municipal se vit obligé de s'en remettre à d'autres seigneurs pour se défendre des attaques de Lope González de Quirós en 1318 (M^a Joséfa Sanz, José Antonio Álvarez, et Miguel Calleja, *Colección diplomática del concejo de Avilés en la Edad Media (1155-1498)*, Avilés, Ayuntamiento de Avilés-Universidad de Oviedo, 2011, doc. 102).

l'incorporation des villes aux seigneuries juridictionnelles²³. À l'exception du Guipúzcoa, territoire dans lequel toutes les villes demeurèrent dans le domaine royal²⁴, la seigneurialisation fut partout très intense. Dans les Asturies, à côté de la seigneurie de l'évêque d'Oviedo, on distingue deux seigneuries juridictionnelles : celle d'Alfonso Enríquez, comte de Noreña, fils bâtard et principal bénéficiaire des grâces d'Henri de Trastamare²⁵, et celle que constitua Pedro Suárez de Quiñones, *Adelantado* de Léon et des Asturies, qui obtint également la juridiction sur différentes villes²⁶. En Cantabrie, même si les grands seigneurs ne reçurent pas de privilèges qui les autorisaient à incorporer les villes à leurs seigneuries, ils parvinrent cependant à en placer quelques-unes sous leur autorité en plein xv^e siècle²⁷. Au sud, dans les montagnes de Burgos, les Velasco reçurent Medina de Pomar, Villasana de Mena et Frías, constituant ainsi une grande seigneurie qui s'étendait vers la Cantabrie, la Biscaye, l'Alava et d'autres territoires de Burgos²⁸. Mais le meilleur exemple de l'intégration des villes dans la seigneurie juridictionnelle se trouve sans nul doute en Álava où, entre 1366 et 1388, les dix-neuf agglomérations, à l'exception de Vitoria, passèrent sous la juridiction des chefs des principaux lignages de la noblesse du territoire : Pedro Manrique, Juan Ruiz de Gauna, Ruy Díaz de Rojas, Juan de Avendaño, Pero López de Ayala et Diego Gómez Sarmiento²⁹.

L'intervention des seigneurs dans le contrôle des gouvernements urbains fut tellement immédiate qu'ils furent en mesure de contrer la résistance des habitants à accepter la seigneurie. Sauf exceptions, comme la petite ville d'Escalante, où les Gutiérrez de Ceballos permirent initiale-

23. José Ramón Díaz de Durana et Jon Andoni Fernández de Larrea, « Las villas cántabras bajo el yugo de la nobleza. Consecuencias sobre los gobiernos urbanos durante la época Trastámara », dans J. M^a. Monsalvo (sous la direction de), *Sociedades urbanas y culturas políticas en la Castilla bajomedieval*, Salamanca, Universidad, 2013, p. 49-70.

24. M^a Soledad Tena, *La sociedad urbana en la Guipúzcoa costera medieval...*, op. cit., p. 148-223.

25. Juan Ignacio Ruiz de la Peña, *Historia de Asturias. Baja Edad Media*, Vol. 5, Oviedo, Ayalga, 1979, p. 138.

26. Archivo de los Condes de Luna (ACL), sec. Pergaminos, doc. 13 (1379) et sec. Documentos, doc. 19, (1396), et doc. 26 (1401).

27. Rogelio Pérez Bustamante, *Sociedad, economía, fiscalidad y gobierno en las Asturias de Santillana (s. XIII-XV)*, Santander, Estudio, 1979, p. 410-418 ; Enrique San Miguel, *Poder y territorio en la España cántabra. La baja Edad Media*, Madrid, Dikynson, 1999, p. 102.

28. José Ortega Valcárcel, *La transformación de un espacio rural: Las Montañas de Burgos*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1974, p. 225 ; Julián García Sainz de Baranda, *Apuntes sobre la Historia de las Merindades de Castilla*, Burgos, Diputación Provincial, 1952, p. 335 ; Rafael Sánchez Domingo, *El aforamiento de enclaves castellanos al Fuero de Vizcaya. Organización jurídica de los Valles de Tobalina, Mena, Valdegobía y Valderejo*, Burgos, Universidad de Burgos, 2001.

29. José Ramón Díaz de Durana, *Álava en la Baja Edad Media...*, op. cit., p. 322-330.

ment l'élection des officiers du conseil municipal par les habitants réunis en assemblée³⁰, les seigneurs qui reçurent la justice civile et criminelle nommèrent des juges, imposèrent des officiers de justice et assumèrent les appels. Mais il ne s'agissait pas seulement de la désignation des officiers. Les seigneurs dictèrent des ordonnances qui réglementaient dans les moindres détails l'activité des juges, la procédure judiciaire en première instance et en appel, les droits des *alcaldes* et des *escribanos*, la préséance de cas déterminés – veuves, orphelins et pauvres – dans l'audience seigneuriale, l'exécution des peines par les jurés et les *merinos*, etc³¹.

LES VILLES SOUS LE CONTRÔLE DES LIGNAGES

Une bonne partie des villes de la Corniche cantabrique fut gouvernée au cours du XV^e siècle par des lignages et des *bandos* qui se partageaient les fonctions municipales et le pouvoir. Comment est-on arrivé à ce partage ? Les diverses chartes de privilèges attestent l'élection annuelle des officiers par les habitants réunis en assemblée. Cependant, depuis les années 1350, on constate des modifications importantes quant à l'accès au gouvernement ; ainsi même si l'assemblée des habitants était encore convoquée pour adopter les décisions fondamentales, dans certaines villes, les officiers en fonction commencent à intervenir dans la désignation de ceux de l'année suivante³², et dans les villes les plus peuplées, on introduit le *regimiento*³³. Des données postérieures permettent de confirmer ces changements et d'observer comment ce système se répandit progressivement dans différentes villes pendant la seconde moitié du XIV^e siècle cohabitant avec d'autres formes d'accès aux fonctions municipales. Il convient de distinguer, tout du moins, deux modèles de transition entre le *fuero* et le contrôle du gouvernement par les lignages.

Le premier peut être perçu dans les Asturies à partir des *Instrucciones* de l'*adelantado* Pedro Suárez de Quiñones à ses *merinos* à la fin du XIV^e siècle. Élaborées à partir d'une conviction profonde de la détériora-

30. Archivo Real Chancillería de Valladolid, Pleitos Civiles, Alonso Rodríguez, Fencidos, C 2606/1, fol. 13-27. Pour suivre les vicissitudes de la seigneurie des Guevara sur Escalante, voir M^a Rosa Ayerbe, *Historia del Condado de Oñate y señorío de los Guevara (siglos XI-XVI)*, San Sebastián, Diputación Foral de Guipúzcoa, 1985, p. 140-157 ; Rogelio Pérez Bustamante, « El condado de Tahalú y el señorío de la villa de Escalante : configuración de un dominio solariego en la Trasmiera medieval (1431-1441) », *Cuadernos de Trasmiera*, I, 1988, p. 45-64.

31. Archivo Municipal Medina de Pomar, Sig. 3. Ordenanzas de Medina de Pomar del Condestable Bernaldino Fernández de Velasco (Julián García Sainz de Baranda, *Apuntes sobre la Ciudad de Medina de Pomar*, Burgos, 1917, p. 487-499).

32. José Ángel Achón, « A voz de Concejo »..., *op. cit.*, p. 163-196.

33. José Ramón Díaz de Durana, *Vitoria a fines de la Edad Media (1428-1476)*, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 1984, p. 129-130.

tion de la situation dans le gouvernement des conseils municipaux asturiens, elles proposaient une importante intervention des *merinos* (gouverneurs de province) à partir de l'information reçue dans chaque localité. Les *Instrucciones* modifiaient radicalement le système d'élection antérieure en introduisant l'élection par tirage au sort entre un ensemble d'*hidalgos* (nobles) et de *pecheros* (non-nobles) préalablement désignés. S'il n'y avait pas d'accord entre les habitants, celles-ci déterminaient le choix des officiers municipaux, réunis en marge de l'assemblée des citoyens d'habitants, auxquels jusqu'alors les *fueros* attribuaient l'élection, et qui devaient désigner les officiers de l'année suivante³⁴.

Nous découvrons le deuxième mode d'élection aux fonctions municipales dans la documentation de la ville cantabrique de Laredo, à la fin du XIV^e siècle. Dans ce cas, un groupe réduit de citoyens, composé par soixante ou soixante-dix individus, identifiés comme les contribuables les plus riches de la ville, décidait des offices municipaux de l'année suivante. Ensuite deux par deux, ils allaient jusqu'au cimetière de l'église Santa María – peut-être le lieu où se réunissait l'assemblée des citoyens – et devant les *alcaldes* de l'année antérieure, le *merino* et deux marguilliers de la confrérie de San Martín, ils proposaient chacun un nom pour occuper l'un des offices de l'année suivante. Le processus s'achevait après la proclamation préalable des « élus » dans l'église de Santa María, quand le conseil faisait prêter serment aux nouveaux officiers³⁵.

Nous connaissons mal la façon dont les lignages arrivèrent à intervenir dans les gouvernements urbains mais les exemples laissent supposer qu'à partir des différents systèmes d'élection, pendant la deuxième moitié du XIV^e siècle, ils utilisèrent leurs réseaux clientélares pour imposer annuellement les officiers, et que ce système se renforça à la fin du siècle et pendant les premières années du XV^e siècle. Les textes du dernier quart du XV^e siècle montrent que, dans une bonne partie des villes, les fonctions municipales avaient été dupliquées établissant d'une certaine manière deux administrations parallèles. La répartition du

34. *Los merinos mayores de Asturias (del apellido Quiñones) y su descendencia: apuntes genealógicos, históricos y anecdóticos*, Documents publiés par le Marqués de Alcedo et de San Carlos, II, Madrid, 1925, p. 15-19. José Ramón Díaz de Durana, «Del conflicto al consenso en las villas cantábricas al final de la Edad Media», dans Roberto López Vela, Marina Torres Arce y Susana Truchuelo (eds.), *Ciudades y ciudadanía en la Europa moderna*, Santander, Universidad de Cantabria (en cours de publication).

35. Biblioteca Municipal de Santander (B. M. S.), Manuscrits, núm. 1479. José Ramón Díaz de Durana, «Poder y sociedad: los linajes y la comunidad en el Laredo bajomedieval (siglos XIII-XV)», *El Fuero de Laredo en el Octavo Centenario de su concesión*, Laredo, Universidad de Cantabria, 2003, p. 165-186.

pouvoir fut sanctionnée par le Roi – Bilbao (1395)³⁶, Laredo (1405)³⁷ – ou autorisée par ses délégués – Vitoria (avant 1423), Santander (1431)³⁸.

Nous savons, plus particulièrement dans le cas du Pays basque, quels furent les expédients que les lignages utilisèrent pour perpétuer leur contrôle sur les gouvernements urbains : les trêves, les alliances entre lignages ou entre un lignage et des habitants de la ville, qui impliquaient un compromis politique entre les décisions que le chef du lignage adoptait et la défense de leurs intérêts³⁹. L'information sur la diffusion de ces alliances dans le monde urbain et les conséquences sur le plan politique de l'appartenance des habitants aux trêves des différents *bandos* est tout particulièrement remarquable, par exemple, dans le cas de Bilbao⁴⁰. Là, ceux qui étaient capables de maintenir des trêves plus durables avaient une influence plus grande sur la communauté.

Mais en plus de leurs réseaux clientélares, tissés avec des instruments comme la trêve, les lignages urbains disposaient d'autres moyens pour influencer sur la vie politique des centres urbains cantabriques. Deux retiendront notre attention : le patronage sur les églises des villes et l'exercice de certaines fonctions publiques comme celles de prévôt ou de *merino*. Patrons, prévôts ou *merinos* étaient une référence permanente pour la communauté et pour les élites qui participaient au gouvernement des villes. Les droits de patronage ou l'exercice de fonctions publiques par délégation royale étaient l'expression du pouvoir qu'ils avaient atteint grâce aux privilèges reçus, et aussi source d'un pouvoir accru⁴¹. Cela se vérifie dans le cas de Laredo, où la forteresse de l'un des lignages – celui

36. Ernesto García Fernández, *Gobernar la ciudad en la Edad Media...*, op. cit., p. 248.

37. José Ramón Díaz de Durana, « Poder y sociedad : los linajes... », op. cit., p. 181-183.

38. José Ramón Díaz de Durana, *Vitoria a fines de la Edad Media...*, op. cit., p. 116. Jesús Ángel Solórzano, *Santander en la Edad Media...*, op. cit., p. 298-304 ; « De los fueros a las ordenanzas electorales para el bien e pro común de la buena gobernaçion de las Cuatro villas de la Costa de la mar en la Edad Media », *Altamira*, n° 62, 2003, p. 216-222.

39. Jon Andoni Fernández de Larrea, « Las guerras privadas : el ejemplo de los bandos oñacino y gamboino en el País Vasco », *Clio & Crimen*, n° 6, 2009, p. 95 et s. Également chez José Ramón Díaz de Durana et Jon Andoni Fernández de Larrea, « Las relaciones contractuales de la nobleza y las élites urbanas en el País Vasco al final de la Edad Media (C. 1300-1500) », dans François Foronda et Ana I. Carrasco (eds.), *El contrato político en la Corona de Castilla : cultura y sociedad políticas entre los siglos X y XVI*, Madrid, Dykinson, 2008, p. 283-321. Voir également, Cristina Jular, « La participación de un noble en el poder local a través de su clientela : Un ejemplo concreto de fines del siglo XV », *Hispania*, LIII/3, n° 185, 1993, p. 861-884. Voir aussi le travail essentiel de José M^a Monsalvo, « Parentesco y sistema concejil. Observaciones sobre la funcionalidad política de los linajes urbanos en Castilla y León (siglos XIII-XV) », *Hispania. Revista Española de Historia*, LIII, n° 185, 1993, p. 937-969.

40. Estanislao J. Labayru, *Historia General del Señorío de Bizcaya*, Bilbao, La Gran Enciclopedia Vasca, 1968, III, p. 605.

41. La fonction de prévôt était « une plate-forme de contrôle politique enviable » pour l'oligarchie de Saint-Sébastien selon ce qu'affirme M^a Soledad Tena, « Los Mans-Engómez : el linaje

des Villota – est étroitement liée à l'exercice de l'office de *merino*. D'une certaine façon, spécialement quand le patron, le prévôt ou *merino* était chef d'un lignage, son pouvoir s'affirmait et perdurait jusqu'à ce qu'il finisse par prendre le titre de seigneur⁴².

Durant cette étape de gouvernement des *bandos*, la violence politique se déchaîna. Les acteurs en sont les *acotados*, poursuivis par justice, mais protégés dans les tours des chefs de lignage, mais aussi leurs *atreguados* (protégés en raison des trêves) et clients. Ce sont les membres des lignages qui en subissent les conséquences dans un contexte de guerres privées dont les règles sont connues⁴³. Mais la violence politique atteint également certains officiers de justice et des officiers royaux, les *corregidores*. À Bermeo, en 1427, le *corregidor* de la seigneurie de Biscaye, qui avait essayé d'intervenir entre les lignages qui s'affrontaient, est blessé et, peu de temps après, tué lors d'une des assemblées d'*hidalgos*. L'année suivante, Martín Martínez de Azcoitia, vicaire de l'évêque de Calahorra pour la Biscaye, est assassiné, apparemment avec la même impunité⁴⁴. En juillet

dirigente de la villa de San Sebastián durante la Edad Media», *Hispania. Revista Española de Historia*, LIII/3, n° 185, 1993, p. 991. Dans le cas de Laredo, la forteresse du lignage des Villota est liée étroitement à l'exercice du bailliage en 1477 (Archivo Histórico Provincial de Santander, Laredo, Leg. 59-14). En Biscaye, les prévôts de la plus grande partie des villes sont exercées – et patrimonialisées – par les aînés des principaux lignages. Le cas le plus extrême est celui des Leguizamón, véritable contre-pouvoir dans la ville de Bilbao depuis la moitié du XI^e siècle, comme des prévôts de la ville et des patrons de l'église de Begoña, également matrice de l'église de Santiago de Bilbao (voir Arsenio Dacosta, *Los linajes de Bizkaia...*, op. cit., p. 272 et s.). Dans la seigneurie de Biscaye, également, ceci arrive avec d'autres fonctions de nature seigneuriale (*ibidem*, p. 263-264).

42. José Ramón Díaz de Durana, « Patronatos, patronos, clérigos y parroquianos. Los derechos de patronazgo sobre monasterios e iglesias como fuente de renta e instrumento de control y dominación de los Parientes Mayores guipuzcoanos (siglos XIV a XVI) », *Hispania Sacra*, n° 50, 1998, p. 467-508. En Biscaye, les principaux lignages jouissent totalement ou partiellement du patronage des églises de 14 des 21 villes ; sur les 7 villes restantes, nous ne disposons d'aucune information sur leurs titulaires au XV^e siècle : Arsenio Dacosta, « Patronos y linajes en el señorío de Bizkaia : Materiales para una cartografía del poder en la baja Edad Media », *Vasconia*, n° 29, 1999, p. 29-46). Iosu Curiel Yarza, *La parroquia en el País Vasco-cantábrico durante la baja edad media (c. 1350-1530)*. *Organización eclesiástica, poder señorial, territorio y sociedad*, Bilbao, Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, 2009.

43. Les moments de faiblesse d'un des lignages sont mis à profit par l'autre pour consolider son hégémonie politique : durant la minorité des de La Obra en Laredo, ils sont attaqués par les Villota. Enrique San Miguel, *Poder y territorio...*, op. cit., p. 169 et p. 174. À cause des mésententes à l'intérieur des *bandos-linaje* au sujet de la désignation annuelle des officiers comme cela arrive en 1429 dans le *bando* des La Calleja à Vitoria, voir José Ramón Díaz de Durana, *Vitoria a fines de la Edad Media...*, op. cit., p. 261-263. En 1489, une charte royale ordonnait au *corregidor* des quatre villes de ne pas intervenir et de ne pas juger les homicides survenus à San Vicente de la Barquera dans les vingt dernières années en désignant les officiers puisque tous les *bandos* s'étaient pardonnés et qu'ils vivaient en paix. Javier Ortiz Real, *Cantabria en el siglo XV. Aproximación al estudio de los conflictos sociales*, Santander, 1985, p. 120.

44. Les informations se trouvent chez Consuelo Villacorta (ed.), *Libro de las buenas andanças e fortunas que fizo Lope Garçia de Salazar*, Bilbao, Servicio Editorial Universidad del País Vasco,

1480, c'est le *corregidor* de las Cuatro Villas de la Costa⁴⁵ qui est abattu⁴⁶. Dans les Asturies, il semble que des assassinats de même nature aient lieu dans les années 1480, assassinats qui doivent se comprendre dans un contexte de résistance à la consolidation progressive de la justice royale face à la justice privée des *banderizos* (membres des *bandos*)⁴⁷.

Discours politique des protagonistes des conflits

Sur quels discours les seigneurs ou les *banderizos* fondaient-ils leur hégémonie politique dans les villes? Comment légitimèrent-ils le fait qu'ils désignaient directement les officiers ou répartissaient le pouvoir? Y eut-il des discours alternatifs à la culture politique des seigneurs ou des hauts lignages?

Les seigneurs firent appel aux concessions de la seigneurie juridictionnelle pour justifier la désignation des officiers et contrôler de cette façon les ressorts du pouvoir municipal, même quand les habitants manifestèrent leur hostilité à la seigneurie. En ce qui concerne les *banderizos*, cependant, sans aucun appui légal, ils alléguèrent une pratique immémoriale de répartition des fonctions municipales, qui fut sanctionnée ultérieurement par les monarques ou leurs délégués. Mais la prétendue – et fausse – dimension immémoriale de la répartition n'était pas suffisante pour empêcher l'accès aux fonctions du reste des habitants de la ville. Les nobles de haut rang, au fil du temps, imposèrent comme condition l'appartenance à un « ancien lignage », dont les membres avaient exercé différentes fonctions, ce qui apportait une garantie supplémentaire de prestige, d'honneur et de bonne réputation aux gouvernants locaux. Les lignages

2014, livre XXII. Adela Martínez (ed.), *Colección documental del Archivo Municipal de Durango*, tome I, San Sebastián, Eusko Ikaskuntza, 1989, doc. 3, p. 16-17. Elles sont analysées avec d'autres exemples par Arsenio Dacosta, « *Porque él fasía desafuero*. La resistencia estamental al corregidor en la Bizkaia del siglo XV », dans M^a Rosario Porres Marijuán (ed.), *Poder, resistencia y conflicto en las Provincias vascas (siglos XV-XVIII)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2001, p. 40.

45. District composé des villes de San Vicente de la Barquera, Santander, Laredo et Castro Urdiales et d'autres territoires voisins.

46. Jesús Ángel Solórzano, *Santander en la Edad Media...*, op. cit., p. 362. Jesús Ángel Solórzano, « Violencia y conflictividad política en el siglo XV: el delito al servicio de la élite en las Cuatro Villas de la Costa de la Mar », *Anuario de Estudios Medievales*, n° 35, 1, 2005, p. 159-184.

47. En juillet 1479, Alonso de Zayas, *alcalde* du *corregidor* dans le Principat des Asturies, est assassiné (Jesús Antonio González, « Luchas de bandos en Asturias en la época de los Reyes Católicos », dans *Isabel La Católica y su época*, I, Valladolid, 2007, p. 526-528). Le 26 août 1485, l'*alcalde* d'Avilés, désigné par le *corregidor*, est également assassiné (Covadonga Cienfuegos, *Libro de acuerdos del concejo de Avilés (1479-1492)*, *Estudio y transcripción*, Oviedo, Real Instituto de Estudios Asturianos, 1999, p. 114-116).

s'efforçaient en permanence de démontrer leur prééminence sociale à travers l'élaboration d'une mémoire du passé du lignage, la fondation d'hôpitaux, la construction de chapelles, la pose de blasons sur les murs de leurs tours, sur leurs maisons, sur les clés de l'église paroissiale, etc⁴⁸. Dans le cas du Pays basque et, en général dans ces villes où la paroisse tomba entre les mains d'un patron laïque, nous trouvons en plus un troisième argument : les hauts lignages se présentent eux-mêmes comme défenseurs des intérêts – concrètement des droits de patronage – de la communauté, et l'exercice de ces droits octroyait aux patrons une place prééminente dans l'église durant leur vie et après la mort en installant la nécropole familiale à un emplacement de choix près de l'autel. Le réel et le symbolique constituaient ainsi le discours politique destiné à légitimer la prééminence politique des *banderizos*.

Face à la culture politique imposée par les titulaires de droits juridictionnels ou par les *banderizos*, ceux qui restèrent en marge des charges et du gouvernement municipal développèrent des discours alternatifs dont l'objectif était d'accéder aux offices municipaux, de participer à la vie politique et à la prise de décisions. Dans les villes seigneuriales, aussi bien dans le contexte initial de résistance à l'acceptation du nouveau seigneur que lorsque s'initient, pendant le dernier quart du xv^e siècle, des demandes judiciaires pour récupérer les organes de gouvernement, les habitants en appellent aux us et coutumes établis dans le *fuero*. Ils voyaient dans la rupture de ce dernier une violation de leurs droits. Dans certaines occasions, les demandes des habitants donnèrent une opportunité à la concertation avec le seigneur et ils réussirent à élire leurs officiers, que les seigneurs confirmèrent par la suite. Ces derniers, dans quelques cas, contraints par des besoins de numéraire, vendirent les offices au Conseil⁴⁹ et, même s'ils renoncèrent également à juger en première instance, ils conservèrent les appels⁵⁰. Le résultat final fut inégal, mais, malgré leur résistance, les habitants ne réussirent pas à se libérer de la tutelle seigneuriale, sauf dans le cas où les titulaires avaient usurpé la juridiction.

48. Covadonga Cienfuegos, *Libro de Acuerdos del Concejo de Avilés...*, *op. cit.*, p. 80. Dans les cas cantabre et biscayen, le sujet a été étudié par : Jesús Ángel, *Santander en la Edad Media...*, *op. cit.*, p. 436-454; Arsenio Dacosta, «La nobleza vizcaína ante un siglo de cambios», dans A. Dacosta *et alii* (coords.), *Poder y Privilegio. Nuevos textos para el estudio de la nobleza vizcaína al final de la Edad Media (1416-1527)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2011, p. 51-52 et doc. 39.

49. José Ramón Díaz de Durana, *La otra nobleza. Escuderos e hidalgos sin nombre y sin historia. Hidalgos e hidalguía universal en el País Vasco al final de la Edad Media (1250-1525)*, Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, Bilbao, 2004, p. 235.

50. M^a Rosa Ayerbe, *Historia del Condado de Oñate...*, *op. cit.*, II, doc. 58, p. 245-246, et doc. 61, p. 255-257.

Dans les autres villes, il faut distinguer deux types de discours. En premier lieu, celui des artisans et pêcheurs, le groupe le plus nombreux dans la population des villes cantabriques. Nous pouvons le reconstruire par le biais de leurs demandes devant les monarques et le retrouver dans les ordonnances que, comme à Vitoria, les assemblées d'artisans avec le *corregidor* réussirent à impulser en 1423, en réaction à l'institutionnalisation de la répartition des offices municipaux par les lignages des Ayala et des Calleja. L'organisation en métiers des artisans de Vitoria était suffisamment puissante pour imposer l'obligation d'être officier et/ou maître pour exercer la fonction correspondant à chaque branche d'activité, pour intervenir directement dans la politique de la ville et être reconnus comme un pouvoir de plus devant la Couronne. Pour l'essentiel, les demandes des artisans de Vitoria, enregistrées dans les ordonnances, avaient pour objectifs, dans un premier temps, d'assurer l'ordre public pour que les activités artisanales et commerciales puissent s'exercer en toute normalité, dans un deuxième temps, de déposer un ensemble de réclamations de type fiscal sur le mode de répartition des impôts royaux entre les habitants et sur les moyens de réduire la fraude des puissants de la ville et, dans un troisième temps, de réclamer une présence plus importante dans la vie publique et, en particulier, dans la prise de décisions sur des sujets qui les touchaient le plus. Ces artisans ne cherchaient pas à modifier le système de répartition du pouvoir entre les *bandos*; ils ne prétendaient pas mettre fin au système de gouvernement des *banderizos*: aucun chapitre des ordonnances ne fait référence au mode d'élection des officiers. Ils demandaient que les officiers du Conseil fassent rendre et exécuter la justice royale et gèrent les affaires publiques correctement, sans nuire à leurs intérêts, et voulaient prendre part aux principales décisions⁵¹.

Dans les villes de la côte cantabrique, les données disponibles font également apparaître l'existence de puissantes organisations de pêcheurs et de marins capables d'ordonner l'exploitation des ressources marines, d'imposer l'obligation d'appartenir à la confrérie des gens de la mer et

51. José Ramón Díaz de Durana, « La lucha de bandos en Vitoria y sus repercusiones en el concejo. 1352-1476 », *op. cit.*, p. 477-501. Sur les métiers en Castille, voir Denis Menjot, « Los oficios en Castilla en la Baja Edad Media: aproximación a los aspectos socioeconómicos », dans *Dominar y controlar en Castilla en la Edad Media*, Málaga, Diputación de Málaga, 2003, p. 191-215 (traduction d'un texte publié en 1994). Voir également les travaux de José María Monsalvo, « La participación política de los pecheros en los municipios castellanos de la Baja Edad Media. Aspectos organizativos », *Studia Historica. Historia Medieval*, VII, 1989, p. 37-93; « Los artesanos y la política en la Castilla medieval. Hipótesis acerca de la ausencia de las corporaciones de oficio de las instituciones de gobierno urbano », dans Santiago Castillo et Roberto Fernández (coords.), *Historia social y ciencias sociales*, Lleida, Milenio, 2001, p. 292-319; « Aproximación al estudio del poder gremial en la Edad Media castellana. Un escenario de debilidad », *En la España Medieval*, nº 25, 2002, p. 135-176.

d'être reconnues comme pouvoirs locaux avec la capacité d'intervention devant le Conseil et la Couronne. Leurs aspirations étaient très semblables à celles des artisans de Vitoria : la défense de la justice royale et de l'ordre public dans les villes, et la participation directe dans les décisions les plus importantes du Conseil, particulièrement les décisions relatives à la répartition entre les habitants des impôts qui étaient destinés au trésor royal. Cependant, ce qui les distinguait était leur intérêt à maintenir leur représentation dans les fonctions municipales des différentes villes⁵².

Un second type de discours est produit par les marchands. Ces derniers, dans certains endroits et dans des conjonctures bien déterminées, furent capables de mettre sur pied un programme politique alternatif, plus détaillé que celui des groupes populaires, conçu pour évincer les *banderizos* du pouvoir et en finir avec leur système de gouvernement. Ce furent les marchands de Bilbao en 1435 qui, avec le *corregidor* désigné à cet effet, élaborèrent des ordonnances où, pour la première fois, ils concrétisaient un ensemble de propositions destinées à mettre un terme au gouvernement des *banderizos*⁵³. Comme dans le reste des villes cantabriques, les marchands de Bilbao intégrèrent parmi toutes leurs demandes l'ordre public et des réclamations dans le domaine fiscal⁵⁴. Mais, malgré l'importance de ces deux éléments dans leur discours, la nouveauté la plus remarquable est l'élaboration d'une proposition politique qui impliquait la disparition des *bandos* et du système de répartition du pouvoir qu'ils

52. Jesús Ángel Solórzano, « Elites urbanas... », *op. cit.*, p. 212-213 ; « La aparición y consolidación de la acción política del Común en las villas portuarias del Cantábrico en la Baja Edad Media », dans Jesús A. Solórzano, Michel Bochaca et Amelia Aguiar (eds.), *Gentes del mar en la ciudad atlántica medieval*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2012, p. 295-312 ; « "Las Nereidas del Norte" : puertos e identidad urbana en la fachada cantábrica entre los siglos XII-XV », *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Medieval*, n° 16, 2009-2010, p. 39-61 ; « Las ordenanzas de la Cofradía de Mareantes de San Vicente de la Barquera (1330-1537) : un ejemplo temprano de institución para la acción colectiva en la Costa Cantábrica en la Edad Media », *Anuario de Historia del Derecho Español*, LXXXI, 2011, p. 1029-1048 ; Valentín Sainz Díaz, *Notas históricas sobre la villa de San Vicente de la Barquera*, Santander, Estudio, 1986 [2^a ed.], p. 589-590 ; Javier Ortiz Real et Rogelio Pérez Bustamante, *Cantabria en la Baja Edad Media*, Santander, Tantín, 1986, p. 136-138. Beatriz Arizaga, « Gentes del mar en los puertos medievales del cantábrico », *Gentes del mar...*, *op. cit.*, p. 19-43. Ernesto García Fernández, « Las cofradías de mercaderes, mareantes y pescadores vascos en la Edad Media », Beatriz Arizaga et Jesús Ángel Solórzano (coords.), *Ciudades y villas portuarias del Atlántico en la Edad Media*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2005, p. 257-294 ; Ernesto García Fernández, « Las cofradías de oficios en el País Vasco durante la Edad Media (1350-1550) », *Studia Historica, Historia Medieval*, n° 15, 1997, p. 11-40 ; José Damián González Arce, « Análisis comparativo de las cofradías de pescadores de Castilla (siglos XIII-XV) », *Historia, instituciones, documentos*, n° 38, 2011, p. 141-217.

53. Les ordonnances peuvent être consultées dans Estanislao J. Labayru, *Historia general del señorío de Bizcaya*, Bilbao, 1903, III, p. 594-610 ; Javier Enríquez, Concepción Hidalgo, Adela Martínez, *Colección documental del Archivo Histórico de Bilbao (1300-1473)*, San Sebastián, Eusko Ikaskuntza, 1999, p. 248-271.

54. Estanislao J. Labayru, *Historia General*, III, *op. cit.*, p. 603-606.

avaient imposé. Ils ne prétendaient pas seulement avoir une représentation dans les organes de gouvernement de la ville pour être présents dans la prise des décisions qui pourraient les affecter tout comme le réclamaient les artisans ou les pêcheurs et navigateurs des villes côtières cantabriques. Non, leur plan était de parvenir au gouvernement municipal et de chasser du pouvoir les *banderizos*. Ils proposaient en particulier un nouveau système d'accès au pouvoir qui réduisait le nombre d'officiers et prévoyait l'élection annuelle de l'*alcalde* par tirage au sort, le reste des officiers étant désigné par cooptation, avec l'accord des officiers de l'année antérieure. Les nouveaux officiers devaient être des simples citoyens qui ne pouvaient appartenir à aucun *bando* que ce soit dans la ville ou dans la seigneurie de Biscaye⁵⁵.

Une tentative délibérée de surmonter les conflits et de construire un modèle d'identité politique dans les villes cantabriques

Les marchands de Bilbao n'atteignirent pas leur objectif. Mais leur plan pour chasser les *banderizos* et les propositions qu'ils formulèrent dans les ordonnances de 1435 furent la base sur laquelle s'établit la diffusion et le triomphe de leur discours politique pendant le dernier tiers du xv^e siècle dans les villes de la Corniche cantabrique. En effet, la répartition du pouvoir municipal entre les lignages fut radicalement modifiée à partir de 1476, pendant le règne des Rois Catholiques. Le Conseil royal, en collaboration avec les élites des différentes villes, conçut et étendit sur la Corniche un modèle de gouvernement urbain en harmonie avec les intérêts de la Couronne – avec l'imposition progressive de l'autorité royale et de la justice publique rendue par des officiers fidèles et étrangers à la justice privée des *banderizos* – et des marchands, intéressés par la garantie de la sécurité du transport et du commerce des marchandises qui, pendant le dernier quart du xv^e siècle, connut un développement extraordinaire. À notre avis, une tentative délibérée de surmonter les conflits et de construire un modèle d'identité politique dans les villes cantabriques.

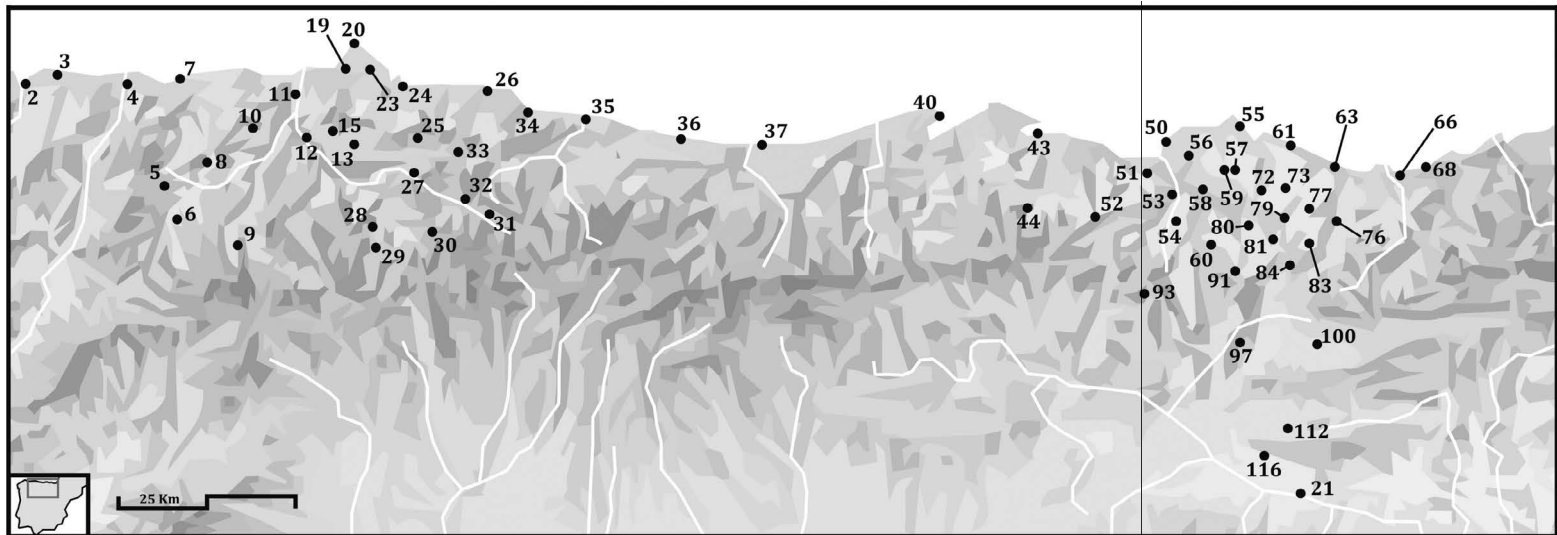
55. Ernesto García Fernández, *Gobernar la ciudad...*, op. cit., p. 253-254. Santiago Pérez Hernández, «“Porque asy conbenia al bien de la dicha villa”. Cambios políticos en Bilbao (siglos xv-xvii)», dans Ernesto García Fernández (coord.), *Bilbao, Vitoria y San Sebastián: espacios para mercaderes, clérigos y gobernantes en el Medievo y la Modernidad*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2005, p. 251-338. José Ramón Díaz de Durana et Jon Andoni Fernández de Larrea, «Acceso al poder y discurso político en las villas cantábricas al final de la Edad Media», *Edad Media. Revista de Historia*, n° 14, 2013, p. 63-80.

Le premier centre urbain où l'on testa ce nouveau modèle de gouvernement fut la ville de Vitoria. Le *Capitulado* de 1476 fut le texte juridique de référence qui fut étendu à un nombre élevé de villes cantabriques [Carte n° 2]. Ce modèle reposait sur trois piliers : un nouvel organe de gouvernement restreint, l'*ayuntamiento*, dont ferait partie un nombre d'officiers avec un pouvoir exécutif plus réduit que dans l'étape antérieure ; un nouveau mode d'élection pour accéder aux fonctions municipales, contraire au système de répartition des *banderizos*, basé sur le tirage au sort, pierre angulaire de la réforme ; et, finalement, un nouvel office, celui de *diputados*, faisant partie de l'*ayuntamiento* en qualité de représentants des contribuables⁵⁶. Le triomphe du nouveau modèle ne fut pas immédiat, mais la volonté de la Couronne d'avancer dans la propagation d'un gouvernement urbain était manifeste : entre 1483 où elle s'implanta à Bilbao et 1502 où elle arriva à Motrico, la réforme s'appliqua dans les villes asturiennes (1494), cantabriques (1494-1497), de Guipúzcoa, Biscaye et d'Alava. Dans toutes ces villes, comme à Vitoria, l'objectif était d'en finir avec les *banderizos* et d'exalter une nouvelle identité dans laquelle les habitants de chaque ville puissent se reconnaître⁵⁷.

L'introduction de la nouvelle procédure électorale et ses conséquences sur le système de gouvernement ne mirent pas fin immédiatement aux tensions électorales dans les villes. L'affrontement se produisit entre ceux qui résistaient à l'application du nouveau mode électoral car jusqu'alors ils contrôlaient le pouvoir municipal par le biais du système de répartition établi par les *bandos*, et ceux qui observaient désespérément l'allongement du temps de leur accession aux fonctions municipales. Mais les héritiers des hauts lignages et les membres du Commun les plus en vue, particulièrement les transporteurs et marchands enrichis, formèrent les nouvelles oligarchies locales tout au long du XVI^e siècle. En tout cas, la réforme fut décisive dans la pacification des villes cantabriques grâce au progrès de la justice publique rendue par des officiers fidèles à la Couronne et étrangers à la justice privée des *banderizos*. L'alliance entre la Couronne et les élites

56. José Ramón Díaz de Durana, « La Reforma municipal de los Reyes Católicos : el Capitulado vitoriano de 1476 y su extensión por el noroeste de la Corona de Castilla », *La formación de Álava*, I, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 1986, p. 224-226. S'y ajoutèrent d'autres dispositions, comme la durée annuelle des mandats, l'obligation d'accepter le poste pour celui qui avait été élu, les formules de remplacement des officiers en cas de décès ou d'absence temporelle pendant leur mandat, le nombre de greffiers, etc.

57. José Ramón Díaz de Durana, « La Reforma municipal... », *op. cit.*, p. 213-236. Regina Polo Martín, *El régimen municipal de la Corona de Castilla durante el reinado de los Reyes Católicos : organización, funcionamiento y ámbito de actuación*, Madrid, Constitución y Leyes, 1999 ; Regina Polo Martín, « Los Reyes Católicos y la insaculación en Castilla », *Studia Historica, Historia Medieval*, n° 17, 1999, p. 137-197.



2. Puebla de Castropol
 3. Puebla de Rovoredó
 4. Puebla de Navia
 5. Puebla de Allande
 6. Puebla de Cangas
 7. Puebla de Valdés/Luarca
 8. Puebla de Tineo
 9. Puebla de Somiedo
 10. Puebla de Salas
 11. Puebla de Pravia
 12. Puebla de Grado
 13. Oviedo
 15. Puebla de Regueras
 19. Avilés
 20. Gozón
 21. Logroño

23. Carreño
 24. Puebla de Gijón
 25. Puebla de Siero
 26. Puebla de Maliayo/Villaviciosa
 27. Puebla de Langreo
 28. Puebla de Lena
 29. Puebla de Campomanes
 30. Puebla de Aller
 31. Puebla de Sobrescobio
 32. Puebla de Laviana
 33. Puebla de Nava
 34. Puebla de Colunga
 35. Puebla de Ribadesella
 36. Puebla de Llanes
 37. San Vicente de la Barquera
 40. Santander

43. Laredo
 44. Lanestosa
 50. Plencia
 51. Portugalete
 52. Valmaseda
 53. Bilbao
 54. Miravalles
 55. Bermeo
 56. Munguía
 57. Guernica
 58. Larrabezua
 59. Rigoitia
 60. Villaro
 61. Lequeitio
 63. Motrico
 66. Guetaria

68. San Sebastián
 72. Guerricaiz
 73. Marquina
 76. Azcoitia
 77. Elgoibar
 79. Ermua
 80. Durango
 81. Elorrio
 83. Vergara
 84. Mondragón
 91. Ochandiano
 93. Orduña
 97. Vitoria
 100. Salvatierra
 112. Bernedo
 116. Laguardia

Pour l'élaboration de la carte nous avons utilisé les données publiées dans DIAZ DE DURANA, José Ramón, "La reforma municipal de los Reyes Católicos: el Capitulado vitoriano de 1476 y su extensión por el noroeste de la Corona de Castilla", *La formación de Alava*, I, Vitoria, 1986, pp 213-236; POLO MARTÍN, Regina, *El régimen municipal de la Corona de Castilla durante el Reinado de los Reyes Católicos: organización, funcionamiento y ámbito de actuación*, Madrid, 1999.
 Élaboration propre. Nous remercions à Ismael García pour sa collaboration.

locales permit de surmonter les conflits politiques dans les différentes villes⁵⁸.

En général, dans la documentation des villes cantabriques, le discours politique dominant à la fin des conflits sociaux est celui des oligarchies urbaines qui monopolisaient le pouvoir dans les conseils. Un discours triomphant tout spécialement dans le cas de l'oligarchie de Vitoria et dans celui des élites des villes de Guipúzcoa, qui, qui plus est, dirigeaient les *hermandades*, pièces essentielles dans la défaite des *banderizos*. Les dirigeants de ces institutions – entités de gouvernement stables, garantes de l'ordre public et interlocutrices uniques de la Couronne – furent capables d'élaborer à partir des années 1470 une construction idéologique qui expliquait et justifiait leurs origines, l'antériorité de leur pouvoir et la nature de leur relation avec la Couronne et leur rôle comme sujets politiques. L'axe autour duquel se construisit cette nouvelle mémoire fut le pactisme politique⁵⁹. Dans le cas de la seigneurie de Biscaye, la réforme municipale engloba également la totalité des villes. Cependant, le poids politique des différentes factions des *bandos* aussi bien sur la *Tierra Llana* que dans les villes – connectées intérieurement par des liens de parenté et des intérêts économiques – favorisera l'« institutionnalisation des *bandos* »⁶⁰, c'est-à-dire la fixation de partis électoraux d'abord dans les Conseils, puis dans les institutions territoriales héritées des vieilles assemblées d'*hidalgos*. Les anciennes affiliations aux partis ou *bandos* « *oñacino* » (partisans du lignage guipuzcoan de Oñaz) et « *gamboíno* » (partisans du lignage de Gamboa), deviendront ainsi des marqueurs des *bandos* électoraux, fossilisés dans les institutions biscayennes.

58. Sur l'évolution du système de gouvernement dans les villes cantabriques, voir les travaux de M^a Rosario Porres Marijuán : « Sociedad urbana y gobierno municipal en el País Vasco (siglos XV-XVIII) : el ejemplo de Vitoria », dans Christian Desplat (sous la direction de), *Élites du Sud (XIV^e-XVIII^e siècles) : Aquitaine, Languedoc, Aragon, Navarre : statuts juridiques et pratiques sociales*, S.S.L.A. de Pau et du Béarn, 1994, p. 137-176 ; « Oligarquías y poder municipal en las villas vascas en tiempos de los Austrias », *Revista de Historia Moderna*, n^o 19, 2001, p. 313-354 ; « Insaculación, régimen municipal urbano y control regio en la monarquía de los Austrias (representación efectiva y mitificación del método electivo en los territorios forales) », dans Ernesto García Fernández (coord.), *El poder en Europa y América : mitos, tópicos y realidades*, Bilbao, Universidad País Vasco, 2001, p. 169-234 ; « Corona y poderes urbanos en la cornisa cantábrica, siglos XVI y XVII », *Miniús, Historia, Arte e Xeografía*, n^o 19, 2011, p. 103-135.

59. Jon Andoni Fernández de Larrea, José Ramón Díaz de Durana, « La construcción de la memoria : de los linajes a las corporaciones provinciales en Álava, Guipúzcoa y Vizcaya », *Memoria e Historia. Utilización política en la Corona de Castilla al final de la Edad Media*, Madrid, Silex, 2010, p. 141-162.

60. Manuel Basas, « La institucionalización de los Bandos en la sociedad bilbaína y vizcaína al comienzo de la Edad Moderna », dans *La sociedad vasca rural y urbana en el marco de la crisis de los siglos XIV y XV*, Bilbao, Diputación de Vizcaya, 1975, p. 117-160.

L'objectif initial de ce travail était d'aborder l'évolution politique des sociétés urbaines de la Corniche cantabrique à la fin du Moyen Âge. Pour l'atteindre, nous avons étudié, dans le cadre des conflits politiques qui eurent lieu dans les différentes villes, la culture et les discours politiques des protagonistes des affrontements, et mis en relief ceux qui s'imposent peu à peu et qui finalement triomphent avec la participation décisive de la Couronne, permettant ainsi de surmonter peu à peu les conflits dans le domaine municipal et territorial. Nous avons essayé, en définitive, de préciser les fondements de l'identité politique des villes cantabriques, spécialement perceptible à partir de la réforme initiée à Vitoria en 1476. Remarquons que, au-delà d'une régulation normative générale exercée sur les Conseils, la politique municipale des Rois Catholiques se traduit par une certaine uniformisation du régime municipal et se concentra sur les villes de la Corniche cantabrique et sur les terres nouvellement conquises, lorsqu'ils octroyèrent des *Fueros Nuevos* aux villes de Grenade – analysés par R. Polo – avec la même finalité.

Qu'a donc d'original ce processus dans l'ensemble des régions de la Couronne de Castille? Le point de départ sur les terres cantabriques avant l'arrivée des Trastamare, comme nous l'avons déjà dit, était différent: la prédominance du dit *concejo abierto* (Conseil ouvert), l'instauration tardive du *regimiento* (Conseil fermé), l'élection annuelle des officiers municipaux sans ingérence du pouvoir royal, ou la rareté des *corregidores*, sont sans doute les différences les plus notables. La réforme initiée à Vitoria en 1476 fut conçue pour surmonter les conflits dans les gouvernements des villes cantabriques. Son éclatant résultat final – tout en maintenant une certaine diversité – les uniformisa pour l'essentiel et développa un modèle d'organisation municipale et d'identité politique qui différencie les villes cantabriques d'autres villes situées au sud de la cordillère. Les offices municipaux restèrent annuels et – par tirage au sort – de désignation municipale, et non royale. De plus une nouvelle fonction fut créée – celle de député – pour répondre ainsi aux demandes de plus grande participation politique des membres du Commun. Ces contribuables qui parvinrent à dépasser un seuil minimum de patrimoine accédèrent aux offices des nouveaux *ayuntamientos* d'officiers. En Castille, au contraire, ils étaient réservés aux privilégiés, c'est-à-dire aux *caballeros* et aux *hidalgos*. Finalement, la nouvelle norme électorale imposa un gouvernement fort à partir d'un *ayuntamiento* regroupant les offices exécutifs auxquels seuls les membres de l'élite locale pouvaient accéder. Il n'y eut ni office municipal viager, ni ventes d'offices, ni création de nouveaux

offices⁶¹ destinés à une concession par faveur ou à la vente, comme cela arriva dans les villes du Duero, du Tajo ou encore de l'*Extremadura* de Castille.

L'intervention de la Couronne dans l'évolution politique des villes cantabriques fut décisive : au tout début de la concession des différentes chartes de privilèges, en sanctionnant la répartition entre les lignages sous les premiers Trastamare ou en promouvant la réforme initiée à Vitoria en 1476. Cette dernière, à notre avis, est le résultat de la convergence d'intérêts entre la monarchie et les élites locales des différentes villes. La Couronne, qui intervint à plusieurs reprises à leur demande, respecta l'hégémonie sociale et politique des élites – dont la fortune provenait essentiellement des activités commerciales liées au fer et au transport maritime – qui, à tout moment, se placèrent à la tête des différents gouvernements urbains⁶². Les rois imposèrent leurs orientations politiques et consolidèrent dans chacune des villes l'administration de la justice royale, médiatisée jusqu'alors par la justice privée des *banderizos*. Les élites, dans certains cas, parvinrent à légitimer leur monopole sur les offices municipaux et à se perpétuer au gouvernement, et dans d'autres, à accéder aux fonctions municipales en surmontant le système de répartition des *bandos*. Le profil des politiciens de l'Ancien Régime dans les villes cantabriques fut défini dans le *Capitulado* de Vitoria comme : « hommes [...] riches, fortunés, de bonne réputation et conversation » (*hombres [...] ricos e abonados e de buena fama e conversacion*). Il s'ajuste parfaitement à la thèse exposée en 1975 par José Ángel García de Cortázar en référence à l'ensemble du Pays basque qu'il convient d'étendre à la Corniche ; en paraphrasant le titre de l'un de ses articles, nous pourrions nous référer au renforcement de la bourgeoisie comme groupe social dirigeant de la société cantabrique⁶³.

La réforme, en définitive, est une pièce en plus dans l'engrenage complexe de la pacification du territoire. Elle fut rendue possible, dans un premier temps, grâce au progrès de la justice publique exercée par des officiers fidèles à la Couronne et étrangers à la justice privée des *bande-*

61. Francisco Tomás y Valiente, « Origen bajomedieval de la patrimonialización y la enajenación de oficios públicos en Castilla », dans *Actas del I Symposium de Historia de la Administración*, Madrid, 1970, p. 123-159.

62. Sur les élites des royaumes hispaniques voir la dernière publication coordonnée par María Asenjo González, *Urban Elites and Aristocratic Behaviour in the Spanish Kingdoms at the End of the Middle Ages*, « Studies in European Urban History [1100-1800] », 27, Turnhout, Brepols, 2013.

63. José Ángel García de Cortázar, « El fortalecimiento de la burguesía como grupo social dirigente de la sociedad vascongada a lo largo de los siglos XIV y XV », dans *La sociedad Vasca rural y urbana en el marco de la crisis de los siglos XIV y XV*, Bilbao, Diputación de Vizcaya, 1975, p. 283-312.

rizos. Nous pensons qu'il s'agit d'un des éléments centraux qui contribua au succès de la réforme et, avec des conséquences plus importantes dans la pacification du territoire, ce qui permit de surmonter le *roydo* – « bruit » – du conflit et d'obtenir la *paz e sosyego* – « paix et apaisement » – que les promoteurs de la réforme souhaitaient. Et dans un deuxième temps, elle résulta de la présence des *corregidores* qui, d'une main ferme, mirent à exécution les politiques royales dans les différents territoires cantabriques. Sans aucun doute, l'extension progressive du *corregimiento* et le fait qu'aucune ville cantabrique n'ait de représentation aux *Cortes* limita leur autonomie et éloigna les élites urbaines de la politique générale du royaume. Mais il s'agit là d'une autre histoire.

Version en français
revue par Denis Menjot

*Ce quarantième numéro
de la revue
Histoire Urbaine
édité par la
Société Française d'Histoire Urbaine
a été réalisé par les
Éditions Bière
à Pompignac 33370
- France -*

N° d'éditeur: 081

Achévé d'imprimer en 2014
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.
Z.I. des Ondes - 12100 Millau
N° d'imprimeur: Int/xxxxxxxxx
Dépôt légal: 2^e trimestre 2014

Imprimé en France

DEMANDE D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT

1 Particuliers, adhérents, étudiants

Demandes à adresser à : **Thibault Tellier**, *Trésorier de la SFHU*

28 rue du Moulin, 59223 Roncq - Courriel : sfhu@u-pem.fr

Chèque à libeller au nom de la SFHU

Adhésion à la Société et abonnement à la revue *Histoire Urbaine*

France et zone euro		Étranger hors zone euro	
Cotisation sans abonnement	10 €	Cotisation sans abonnement	10 €
Cotisation et abonnement	53 €	Cotisation et abonnement	61 €
Étudiant ¹ (cotisation/abonnement)	38 €	Étudiant ¹ (cotisation/abonnement)	46 €

(1) Veuillez joindre une photocopie de la carte d'étudiant.

2 Institutions, associations, bibliothèques, écoles, administrations, distributeurs, libraires

Demandes à adresser : **Éditions Bière**

4 chemin de Meyrefort - 33370 Pompignac - France - Courriel : contact@editionsbiere.com

Tél. : 05 56 72 52 90 - Fax : 05 56 72 91 88

Chèque à libeller au nom des Éditions Bière

Abonnement à la revue *Histoire Urbaine*

France et zone euro	70 €	Étranger hors zone euro	80 €
---------------------	------	-------------------------	------

SIRET 421 891 334 00011

RIP : Établissement : 20041 - Guichet : 01012 - Compte : 4407215S033 - Clé : 90

Histoire Urbaine

Normes éditoriales

Les articles publiés par *Histoire Urbaine* ne peuvent dépasser 40 000 signes, notes, tableaux, graphiques compris. Les articles soumis à la revue sont publiés après l'avis favorable du comité de lecture. Les recensions d'ouvrages ne doivent pas dépasser 7000 signes.

Les articles, les ouvrages pour recension et toute correspondance éditoriale doivent être adressés à :

M. **Frédéric Moret**, SFHU, Université Paris-Est Marne la Vallée, UFR S H S, Cité Descartes, 77454 Marne la Vallée Cedex 2 France.

Les articles seront envoyés au secrétariat de rédaction sous la forme d'un exemplaire papier (Times Roman ; double interligne) imprimés sur le recto et entièrement paginés, et par mail à l'adresse suivante : sfhu@u-pem.fr

Les conventions pour les références bibliographiques sont disponibles sur le site de la SFHU. Elles suivent les normes françaises ; elles apparaissent en note et l'article n'est pas, sauf exception, accompagné d'une bibliographie.

Un résumé en français et en anglais (portant la traduction du titre) de 10 lignes maximum sera joint à l'article.

Les articles peuvent être accompagnés d'illustrations. Elles doivent être de bonne qualité et comporter une légende. Elles doivent être libres de tout droit. Les tableaux et les graphiques doivent être placés dans le texte avec leurs titres, légendes et sources.

Les manuscrits non retenus ne sont pas retournés.

Histoire Urbaine

N° 40 - Août 2014

Vincent DEMONT, Vincent MEYZIE

*“Élites urbaines et constructions territoriales :
des appartenances plurielles ?”*

Mathieu MARRAUD, Nicolas LYON-CAEN

*“Appartenances professionnelles et
carrières civiques à Paris, XVII^e-XVIII^e siècles”*

Antoine COUTELLE

*“Appartenir à l'élite d'une capitale provinciale,
Poitiers, XVII^e siècle”*

Holger TRAUZETTEL

*“Dynasties municipales de Halle lors du passage
de la ville au Brandebourg-Prusse, 1680-1740”*

Jochen HOOCK

*“Du marchand bourgeois à l'élite commerçante.
Rouen au début du XVIII^e siècle”*

Indravati FÉLICITÉ

*“De l'élite économique à l'élite politique,
les Juifs “portugais” de Hambourg
de la fin du XVII^e siècle au début du XVIII^e siècle”*

Eric HASSLER

*“L'aristocratie, une nouvelle élite urbaine ?
Le cas de la maison comtale Harrach à Vienne,
1550-1750”*

**José Ramón Díaz DE DURANA ORTIZ DE URBINA,
Arsenio DACOSTA MARTÍNEZ**

*“Culture politique et identité dans les villes cantabriques
à la fin du Moyen Âge”*

Photo de couverture :

© Bayerisches Nationalmuseum München
Ehrengedächtnisbuch der Reichsstadt Augsburg,
Band 2 : “Vogtbuch”

